

Les bureaucrates syndicaux vendent les grèves

A bas les attaques du gouvernement contre les ouvriers, les étudiants, les immigrés et les jeunes de banlieue !



AFP



AP

A gauche, manifestation à Montpellier le 20 novembre. A droite, la police face aux jeunes protestant le 26 novembre à Villiers-le-Bel contre la mort de Larami Samoura et Mouhsin Cehhouli, tués la veille par une voiture de police.

18 décembre – Juste après les grèves du mois dernier des cheminots et des travailleurs des transports en commun, les jeunes des banlieues de plusieurs villes ont laissé éclater leur colère après la mort de Mouhsin et Larami, deux adolescents tués à Villiers-le-Bel par une voiture de police qui avait percuté leur moto. Le gouvernement Sarkozy a envoyé une armée de flics menacer les habitants de cette ville, tandis que des hélicoptères de police tournoyaient au-dessus de leur tête.

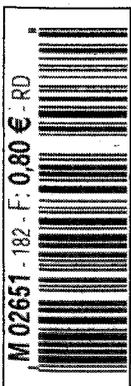
Dans les six jours suivants, 62 jeunes ont été arrêtés pour avoir protesté contre la mort de Mouhsin et Larami et l'état de siège imposé par la police. Des jeunes, accusés d'avoir jeté des pierres contre la police, ont déjà été condamnés à des peines allant jusqu'à dix mois de prison ferme en comparution immédiate. Nous disons : **Abandon des poursuites contre toutes les victimes de cet Etat raciste qui fait la chasse aux jeunes de banlieue ! Libérez-les immédiatement !** Dans ce qui constitue une attaque à grande échelle contre les immigrés et les autres minorités, les jeunes de banlieue sont visés par la « loi contre la récidive » qui impose des peines d'emprison-

nement sévères. Le gouvernement a accru les restrictions à l'immigration et continue à rafler en masse les sans-papiers et demandeurs d'asile, avec un objectif déclaré de 25 000 déportations pour la seule année 2007.

Non à la collaboration de classes ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire !

Ces attaques racistes font partie intégrante d'un assaut généralisé contre la classe ouvrière, de la part des capitalistes au pouvoir. Le gouvernement cherche à détruire ce qui reste de l'« Etat-providence », c'est-à-dire les acquis sociaux arrachés par les luttes ouvrières après la Deuxième Guerre mondiale, quand les dirigeants des pays capitalistes industrialisés redoutaient l'Union soviétique et le « spectre du communisme » que celle-ci représentait à leurs yeux. Le gouvernement veut démanteler les systèmes de santé et de retraites et limiter l'accès à l'université. Usant de la tactique du salami, Sarkozy essaie d'isoler et de cibler les secteurs de la classe ouvrière française qui se sont montrés particulièrement combattifs au cours des dernières années, et tout spécialement les cheminots.

Suite page 11



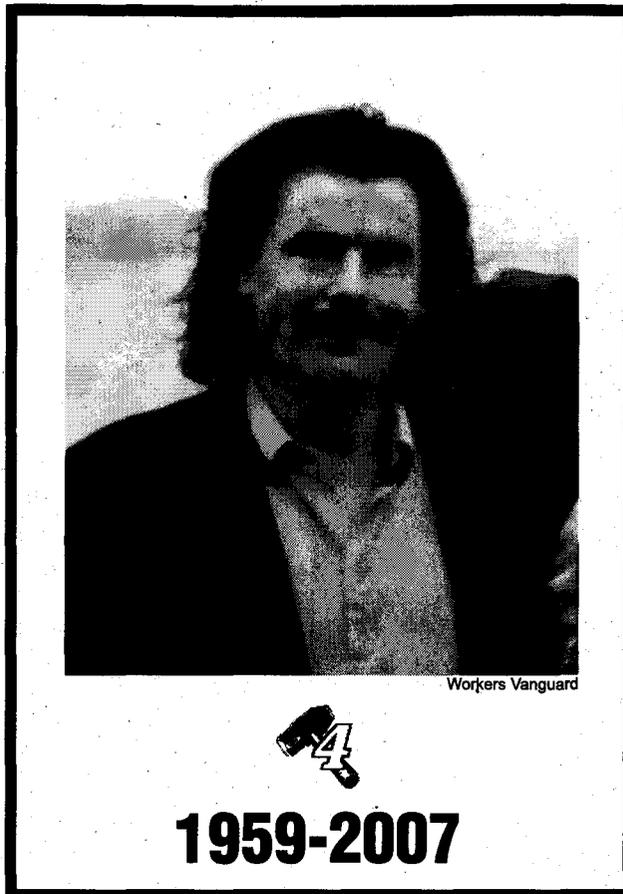
La LCI rend hommage à notre camarade Gérard Le Méteil

Le 20 octobre, les militants et sympathisants de la Ligue trotskyste de France (LTF), auxquels s'étaient joints d'autres camarades de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) [LCI], étaient rassemblés à Paris pour rendre hommage à notre camarade bien aimé Gérard Le Méteil, mort le 3 septembre. Le camarade Gérard a été pendant 25 ans un cadre de la LCI et était membre du comité central de la LTF. Il avait été arrêté à Dieppe pour un délit mineur, et il est mort alors qu'il était détenu au commissariat, dans des circonstances non élucidées. Nous continuons à mener notre propre enquête pour tenter de faire toute la lumière sur cet événement tragique, qui représente pour nous, ainsi que pour sa famille et ses nombreux amis, une perte irréparable. Mais à travers l'hommage que nous lui avons rendu ensemble, malgré notre colère et notre terrible chagrin, nous avons voulu célébrer sa vie, vouée à

la lutte pour construire un parti prolétarien internationaliste, la direction indispensable de la future révolution socialiste.

Dans les semaines qui ont précédé cette cérémonie, des camarades de la LCI se sont rassemblés sur les tombes de combattants révolutionnaires du passé pour rendre hommage à Gérard. En France, les camarades se sont rassemblés devant le mur des Fédérés, au cimetière du Père Lachaise. Les militants et sympathisants du Grupo Espartaquista de México ont organisé un hommage à Gérard sur la tombe de Léon Trotsky à Coyoacán. Les camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands se sont rassemblés devant le monument à la mémoire de Karl Marx. Au cours de ces cérémonies, et dans d'autres pays, les camarades qui avaient connu Gérard ont partagé les souvenirs qu'ils avaient de lui ; ce faisant, ils cherchaient à faire revivre, pour les camarades plus jeunes, sa personnalité et ses talents remarquables, ses convictions politiques passionnées, son caractère si chaleureux et sa sollicitude envers les autres camarades, et aussi à faire sentir l'ampleur de la perte que sa mort inflige à notre parti.

Le 20 octobre, pour lui rendre hommage, les camarades avaient préparé un montage de photographies très impressionnant et émouvant qui reflétait de multiples aspects de la vie de Gérard et de ses contributions à notre parti : ses nombreuses



1959-2007

années de dirigeant du travail de notre parti, avant tout à Rouen, son rôle de dirigeant de cortèges de la LTF dans d'innombrables manifestations, ses nombreuses contributions à notre propagande. Les photographies le montraient aussi partageant des moments de détente avec ses amis dans le parti et avec son fils Nicolas, qui a aujourd'hui huit ans et que Gérard aimait si tendrement. Étaient aussi présentés de nombreux messages lui rendant hommage envoyés par des camarades et des sympathisants de la LCI. Dans une de ces lettres, un camarade déclarait : « Il était une personne entière, dans son amour, sa haine. Un communiste à 100 %, un gars qui pouvait vous inspirer. C'était un activiste, un dirigeant, un orateur magnifique avec une voix profonde, quelqu'un sorti d'un roman de Zola, débordant de passion et avec toujours, une lueur tragique et triste dans son regard. Il était ce qu'on appelle en français un "écorché vif",

un homme de passion, qui ne pouvait pas cacher sa terrible colère ou sa terrible déprime, mettant toujours son corps entier à l'appui de ses idées. » Une autre lettre soulignait que pour Gérard : « Le parti était sa raison d'être, et il faisait toujours passer les besoins du parti avant ses propres convenances. Il lui a consacré les 25 meilleures années de sa vie, toujours prêt à assumer les responsabilités qu'on attendait de lui. »

Outre les camarades dont les contributions ont rappelé le recrutement de Gérard à notre parti et certaines des facettes de son activité militante pendant toutes ces années, la mère de Nicolas, Valérie, a pris la parole, et Nicolas a lui aussi dit au revoir à son père. Quand la parole fut donnée à la salle pour que d'autres personnes puissent évoquer leurs souvenirs de Gérard, plusieurs camarades et anciens camarades, ainsi que des sympathisants du parti et des militants de gauche s'exprimèrent pour témoigner du respect qu'ils avaient conçu pour Gérard, avant tout à travers les discussions politiques qu'il avait eues avec eux.

La présentation principale a été donnée par la camarade Myriam. Elle a commencé en notant que tous les camarades qui connaissaient Gérard l'appréciaient « comme un camarade responsable, cultivé, attentif et à l'écoute, mais aussi comme un ami chaleureux, généreux et très gentil ». Quand la



Le Bolchévik

Ses camarades de la LTF et ses proches se rendent au mur des Fédérés pour rendre hommage à Gérard.

LTF l'a rencontré pour la première fois, en novembre 1981 à Rouen, Gérard était membre d'un club sportif du Parti communiste. Myriam décrit ainsi le climat politique de l'époque : « C'était la période de la deuxième guerre froide antisoviétique. La campagne des impérialistes contre l'ex-Union soviétique – reprise par les organisations soi-disant "d'extrême gauche" – battait son plein, et notamment après l'intervention soviétique en Afghanistan que nous avons saluée sur la base de notre défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré ainsi que sur la base d'une possibilité pour les femmes afghanes à être libérées [...]. Ce qui a rapproché Gérard du parti, c'était la manifestation antifasciste que nous avons organisée à Rouen, le 11 décembre 1981. Une manifestation réussie qui est devenue la base du développement du local de Rouen. A cette époque-là, Gérard était étudiant à l'Ecole normale. Il a mobilisé et organisé, avec un camarade de la LTF, un cortège de l'Ecole normale dans cette manifestation, une manifestation qui avait une composante importante d'ouvriers et dans laquelle Gérard a participé dans le service d'ordre. C'est à travers cette manifestation que Gérard est devenu un contact du parti. Les questions les plus importantes qui l'ont gagné à l'organisation étaient la question russe [...], et la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde pour diriger la révolution prolétarienne. » Parmi ses lectures favorites, remarquait-elle, figurait l'article de 1940 du dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, « Nous sommes le parti de la Révolution russe ».

Une question importante dans le recrutement de Gérard

avait été notre opposition intransigeante aux fronts populaires – des alliances de collaboration de classes où les partis réformistes s'engagent à gérer l'Etat capitaliste de concert avec des partis bourgeois. Cette technique typiquement française pour maintenir les travailleurs et les opprimés enchaînés au système capitaliste était exprimée à l'époque par l'Union de la gauche de Mitterrand.

La camarade Myriam a rappelé le meeting de la LTF sur la Pologne, en mars 1982, à l'université de Tolbiac à Paris : « Nous nous battions contre la contre-révolution en Pologne dirigée par Solidarność soutenue par Reagan et le pape Wojtyla. Nous avons donc soutenu militairement le contre-coup d'Etat de Jaruzelski contre Solidarność. En Europe, la social-démocratie française, dirigée par Mitterrand, alors président de la République, était le fer de lance de la campagne antisoviétique. Mitterrand qui, je rappelle, avait été soutenu et élu non seulement par le PCF, mais aussi par la LCR, et "sans illusion

mais sans réserve" par Lutte ouvrière. A Paris, une manifestation a rassemblé, sous le mot d'ordre "solidarité avec Solidarność", de la LCR jusqu'aux fascistes de l'UNI. Ce soutien à la contre-révolution capitaliste a été le ciment qui a renforcé le premier gouvernement Mitterrand dans lequel participaient quatre ministres du PCF, et a préparé le terrain aux attaques contre la classe ouvrière et notamment contre la classe ouvrière immigrée. C'est dans ce contexte que nous avons organisé ce meeting sur la Pologne. Tous les jours, on recevait des menaces téléphoniques. Le jour du meeting, nous avons mobilisé les camarades et des sympathisants pour défendre notre présence. Les camarades de Rouen étaient venus aussi, y compris Gérard. Nous nous sommes bien défendus. Le meeting a eu lieu, et après une confrontation physique dans la rue avec des autonomes en complicité avec des vigiles de la fac, nous avons pu sortir presque indemnes. Gérard qui avait participé physiquement et activement à la défense de notre meeting, a écrit sa lettre de demande d'adhésion au parti à la suite de ceci », en avril 1982.

En 1989, la bureaucratie soviétique avait trahissement retiré ses troupes d'Afghanistan, dans une lâche tentative de se concilier les impérialistes américains, qui avaient massivement armé et financé les contre-révolutionnaires intégristes islamiques qui voulaient tuer autant de soldats soviétiques que possible pour établir un régime réactionnaire à la frontière de l'URSS. Cette trahison, cet abandon de ceux qui avaient soutenu le gouvernement du PDPA, et surtout des femmes d'Afghanistan, n'avait fait que paver la voie à ce que l'Union soviétique soit elle-même livrée aux forces de la contre-révolution capitaliste soutenue par les impérialistes. La LCI s'était lancée dans une campagne financière internationale pour les victimes civiles de la ville de Jalalabad, qui était assiégée par les *moudjahidin* afghans. Myriam notait que Gérard s'était tellement investi dans cette campagne qu'il était surnommé « Jalalabad » par nos opposants politiques. En 1989, il avait été élu au comité central de la LTF. C'est aussi en 1989, après la chute du mur de Berlin, que la LCI avait engagé la plus importante intervention de notre histoire pour s'opposer à la campagne pour la réunification capitaliste de l'Allemagne. Sous le mot d'ordre d'une « Allemagne rouge des conseils ouvriers », la LCI a lutté pour une révolution politique prolétarienne pour défendre l'Etat ouvrier contre la bureaucratie stalinienne qui abandonnait le pouvoir

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 1 83528. Distribué par les NMPP.
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.



Le Bolchévik

Gérard dans la manifestation contre la venue de Reagan à Paris, le 5 juin 1982

en RDA, révolution nécessairement liée à la lutte pour la révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest. Gérard fut l'un des premiers camarades de la LTF à aller en RDA pour participer à ce combat. La camarade Renate, de notre section allemande, qui était venue participer au mémorial, a décrit le travail à ses côtés à Berlin pour diffuser notre presse trotskyste, qui a touché les travailleurs dans toute la RDA.

Après avoir traversé une crise personnelle, Gérard démissionna du parti en 1994. Mais il revint un an et demi plus tard, à la suite des grèves de masse de décembre 1995. Juste après avoir réadhéré, il joua un rôle important dans une bataille fractionnelle interne pour repousser un défi révisionniste à notre programme. Dans la lettre demandant sa réadhésion, il écrivait : « Il me faut aider à armer une nouvelle génération de cadres bolchéviques. » Et former nos jeunes camarades à devenir des cadres communistes était vraiment une de ses préoccupations constantes. A la conférence nationale de la LTF de 1996, il a été réélu au comité central et en est resté membre jusqu'à sa mort.

Faisant référence aux multiples occasions où Gérard était aux premières lignes pour défendre notre parti dans des situations militaires difficiles, la camarade Myriam notait que « Gérard était un chef militaire, non pas seulement pour défendre les camarades – ce qui était bien sûr le cas –, mais ce qui était encore plus impressionnant, c'était sa capacité incroyable de transformer une situation militaire en une situation politique en notre faveur. Il était aussi très tranchant contre les opposants [...]. Combien d'histoires des camarades peuvent raconter d'attaques verbales et/ou physiques d'opposants dans lesquelles Gérard est intervenu et les a transformées en batailles politiques ? Il y en a des dizaines. D'ailleurs malgré toutes les divergences politiques, si vous regardez sur Internet, vous verrez plusieurs messages d'opposants qui montrent comment Gérard était respecté

par les mêmes opposants qui ont goûté à ses polémiques tranchantes. » Ce camarade qui excellait à rendre la vie difficile à nos opposants était en même temps, notait Myriam, quelqu'un de très réfléchi qui savait écouter, qui était patient avec les jeunes camarades, un ami loyal et quelqu'un qui savait rire de lui-même. Les hommages de nombreux camarades insistaient sur sa gentillesse ; une camarade notait qu'après avoir vu pour la première fois Gérard en action sur le campus de Rouen, « c'était très impressionnant d'entendre Gérard parler : une voix puissante, un physique imposant, un programme fort et cassant [...]. Moi j'en avais un peu peur. Ca m'a fait drôle ensuite quand je l'ai connu comme militant, parce qu'il était tellement gentil. Un tel contraste avec la fougue qu'il mettait dans ses interventions. En fait c'était quelqu'un de très sensible et quelqu'un d'attentif aux besoins de camarades qui n'allaient pas fort. »

Dans son intervention, la camarade Dominique se rappelait comment Gérard aimait relire des classiques du marxisme quand il en avait l'occasion ; avant sa mort, il parlait souvent de l'*Histoire de la Révolution russe* de Trotsky, qu'il était en train de relire. Parlant d'un autre de nos prédécesseurs marxistes, elle notait que « Cannon, dirigeant du trotskysme américain dont nous nous réclamons, disait dans un texte que dans le parti il n'y a pas de personne qui ne soit pas importante. Et Gérard suivait exactement ce que disait Cannon, vous encourageant régulièrement à faire telle ou telle contribution. Aussi il vous téléphonait après que vous ayez écrit un texte pour vous dire qu'il avait apprécié que vous ayez écrit ce texte même s'il n'était pas forcément d'accord avec et en ce cas il vous disait pourquoi. Vous pouviez être sûr qu'il était au fait de chaque contribution de chaque camarade. Et quand vous discutiez avec lui, il avait souvent ce regard que chacun de nous connaissait, un regard qui semblait lointain, et vous aviez l'impression qu'il était ailleurs. Mais non il était bel et bien là et il vous laissait parler, il réfléchissait et vous disait à quoi ce que vous veniez de dire lui

faisait penser. » Sur le plan personnel aussi, Gérard était un ami à qui vous pouviez vraiment parler ; vous pouviez lui parler très ouvertement sur ce que vous ressentiez ou sur vos problèmes, sans qu'il porte le moindre jugement.

Gérard était extrêmement cultivé sur la politique française et l'histoire du mouvement ouvrier français. Ceci incluait notamment tout ce qu'il avait lu sur les crimes de l'impérialisme français dans ses colonies, anciennes et actuelles. Sa présentation publique sur la grève générale française de Juin 1936, et la trahison de cette lutte prolétarienne par le Parti communiste au service du gouvernement capitaliste de front populaire de Léon Blum, a servi de base pour un article en deux parties publié dans *le Bolchévik*, début 2007. Ses recherches approfondies sur la lutte de libération nationale en Algérie, qui a réussi à vaincre l'impérialisme français, ont abouti à un article important sur la guerre d'Algérie publié dans *le Bolché-*



Le Bolchévik

Dans une manifestation d'Act Up sur la lutte contre le SIDA, le 22 mai 1992



Le Bolchévik

Gérard prend la parole à l'université de Mont-Saint-Aignan, le 10 mars 1999, lors d'un piquet de protestation contre l'attaque impérialiste contre la Serbie.

vik n° 170, décembre 2004. Il comprenait comment l'oppression du peuple algérien sous l'occupation impérialiste française se perpétue dans l'oppression raciste systématique des immigrés maghrébins et de leurs descendants dans la France d'aujourd'hui ; et c'était souvent Gérard qui était le premier à proposer au parti de protester contre des attaques subies par les minorités opprimées en France.

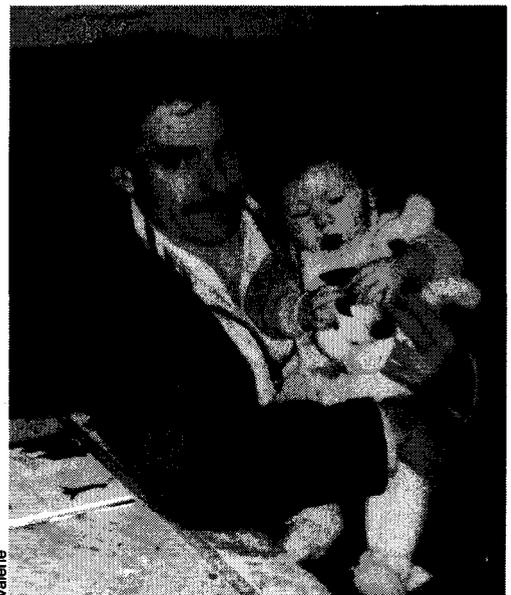
La camarade Blandine a rappelé une des luttes antiracistes menées par la LTF à Rouen qui est restée dans les mémoires : le boycott d'un restaurant Flunch qui refusait de servir les Maghrébins et les Noirs : « Un scandale digne du Sud des Etats-Unis. Nous nous sommes alors demandé si justement ça ne serait pas une bonne idée d'appeler à le boycotter. Mais le danger d'être attaqués par les fascistes était grand. Et nous recherchions un front unique avec d'autres organisations, qui professaient aussi s'opposer au racisme. Nous nous sommes vite aperçus, pourtant, que la LCR et sa périphérie comptaient, eux, sur les nouvelles lois soi-disant antiracistes de Mitterrand pour régler la question. Quant à LO, puisque ça ne concernait pas les ouvriers et leurs conditions de travail, ils ne voulaient rien avoir à faire avec ça. Et depuis le début, Gérard disait que nous perdions notre temps et il poussait pour qu'on y aille seuls. Et c'est ce qu'au bout de quelques semaines nous avons finalement décidé de faire [...]. Finalement, le boycott du Flunch a fait grand bruit et a culminé, au bout d'une dizaine de jours, en une manifestation de front unique, avec des délégations syndicales des principales usines de la région, et des militants de la LCR et de LO qui n'avaient pas voulu initialement rejoindre le boycott. »

Pour la LCI, notre défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution n'a jamais été une question rituelle ; elle s'exprimait très concrètement non seulement via notre opposition aux forces pro-impérialistes et aux mal nommés « socialistes » opportunistes qui s'étaient mis à la remorque de l'antisoviétisme de « leur » bourgeoisie, mais également via notre défense, quelles que soient nos divergences politiques, des cibles désignées des impérialistes, qu'il s'agisse des insurgés en lutte contre des dictatures soutenues par les Etats-Unis en Amérique centrale ou d'individus courageux, dans les pays impérialistes, considérés comme « trop tendres envers le communisme ».

La camarade Marie-Laure a donné l'exemple de notre défense de Georges Boudarel, un professeur à l'université de

Jussieu. Elle a rappelé que fin 1990, « les fascistes et une partie de la bourgeoisie avaient fait une campagne féroce contre Boudarel, parce qu'il a "trahi la patrie" pendant la guerre d'Indochine. Il était membre du Parti communiste. Il avait choisi de rejoindre la lutte du Vietminh contre les impérialistes français en travaillant dans un camp de détention des prisonniers de guerre. C'était un acte partisan très courageux. La LTF a décidé d'organiser une campagne en sa défense. Et la LTF faisait le lien entre la diffamation de Boudarel et les préparatifs de guerre contre l'Irak. Nous avons essayé de construire un piquet de front unique à Rouen, à l'université. Mais on comptait sur les doigts de la main les gens qui voulaient le défendre. Les pablistes [la LCR] n'osaient pas défendre un géolier des impérialistes français. C'était trop chaud pour eux. Notre piquet et notre "speakout" [piquet] en défense de Boudarel étaient bien maigres. Et seulement deux étudiants étrangers nous ont rejoints. D'un seul coup, une vingtaine de fascistes, en tenue de combat, avec les casques, les bottes et les nunchakus, ont débouché de toutes les entrées existantes, et ils se sont placés à cinq mètres devant nous. Et Gérard, qui dirigeait le piquet, avec le mégaphone, appelle tout de suite les étudiants à venir nous défendre. Et il explique ce que sont les fascistes, et pourquoi ils détestent ceux qui défendent Boudarel [...]. Mais il n'y a pas beaucoup d'étudiants à cette heure sur la fac. Ceux qui sont là ont peur. Quelques opposants sont là et regardent. Gérard me dit de ranger la presse, vite. Puis les fascistes se sont mis à chanter des chants fascistes et ils se sont préparés à charger. Et Gérard a compris quand c'était le moment de courir. Et on est sortis indemnes. »

Comme l'expliquait Marie-Laure : « C'était important ni de partir trop tôt, ni de partir trop tard ! » Ensuite, continuait-elle, les fascistes ont attrapé quelques exemplaires de notre journal que nous avons laissés derrière nous et les ont brûlés. Mais quelques jours plus tard à peine, il y avait un rassemblement de 50 à 100 étudiants devant l'université, en partie organisé par nos opposants, avec des tracts nous défendant. « Malgré leur antisoviétisme, les opposants ont compris que notre défense contre les fascistes était nécessaire. » Elle a souligné ensuite que Gérard considérait cette campagne comme une prise de position très importante contre l'impérialisme français et comme une façon de montrer que nous



Avec son fils Nicolas

Valérie

étions du côté du Vietnam. « C'était toute la question russe qui était posée. » Elle ajoutait que dix ans plus tard, Gérard avait fait montre de la même combinaison de courage physique et de capacité à prendre rapidement la mesure d'une situation dangereuse et à agir de façon décisive, quand il avait été responsable de la sécurité des camarades à la grande manifestation contre le sommet impérialiste du G8 à Gênes en 2001.

Plusieurs des hommages écrits soulignaient comment les jeunes camarades ont bénéficié de la chance d'avoir travaillé avec Gérard. Un camarade de la section italienne de la LCI rappelait la première fois où il avait été désigné comme membre du service d'ordre à une manifestation, et comment il avait essayé de ne pas perdre Gérard de vue, parce que Gérard voyait clairement ce qu'il fallait faire : à chaque fois que la situation devenait tendue, il était soudain à côté de vous, avec des instructions claires données en quelques secondes, pour expliquer les aspects militaires et politiques de la situation. « Cette expérience est restée gravée dans ma mémoire », écrivait ce camarade, « comme un manuel de comment se comporter dans ce genre de situations tendues ». Une camarade de la section britannique se souvenait avoir travaillé avec Gérard à Paris juste après son recrutement, quand elle préparait son intervention à un meeting des opposants : « Gérard m'a aidée à préparer les points de notre programme que je voulais faire. Sa patience et son soutien m'ont donné la confiance qu'il fallait pour intervenir alors que les opposants étaient assez nombreux et hostiles. J'y repense souvent quand j'interviens dans les meetings opposants, et surtout quand je travaille avec de nouveaux camarades qui préparent leur première intervention dans un meeting public. »

Le camarade Antoine, organisateur du local de Rouen, décrivait certaines des choses qu'il a apprises en travaillant avec Gérard. Il notait que « Gérard était bien connu parmi la classe ouvrière et la gauche rouennaise. C'est un camarade qui a marqué plusieurs générations de militants sur la ville. J'ai eu la chance de militer quotidiennement, ces cinq dernières années, à ses côtés, et malgré le vide qu'il laisse par sa disparition, il m'a transmis un héritage riche pour me battre pour de futures révolutions prolétariennes. C'était un camarade qui avait une très haute conception politique de comment chercher à construire le parti. Ca voulait dire, entre autres, aller se battre dans les luttes pour gagner quelques personnes pour les amener à notre conception que le capitalisme n'est



Le Bolchévik

Gérard avec des camarades de la LCI ayant participé à la course de 10 km des Foulées de Vincennes en 2002

pas réformable [...]. Gérard, c'était un militant communiste authentique, mais avant tout, un militant internationaliste. Il comprenait que dans une ville comme Rouen, les pressions sur les camarades sont énormes. Il se battait régulièrement pour que nous, entre autres, jeunes militants, nous prenions l'air, comme il aimait à dire. Il poussait pour que nous allions régulièrement intervenir dans d'autres sections, pour que nous puissions échanger notre expérience et apprendre. Il avait la compréhension que, pour devenir un cadre de la LCI, il fallait avoir une expérience internationale. »

Gérard avait été élu délégué à la conférence internationale de la LCI en 2007. Il avait contribué par un document très riche (reproduit page 7) à la discussion de préconférence sur la politique électorale communiste, document basé sur ses recherches sur l'histoire des premières années du mouvement ouvrier français. Il avait ainsi aidé les camarades à se forger une opinion en préparation de la position adoptée, lors de la conférence, qu'il est imprincipiel pour des communistes de se présenter à des postes exécutifs dans des gouvernements bourgeois.

Beaucoup de camarades, dans leurs interventions et dans leurs lettres, évoquaient l'attention de Gérard à ce qui se passait dans la société. Il voulait que les camarades comprennent ce que pensaient les gens que nous rencontrions, de sorte que le parti puisse trouver les meilleurs arguments pour les convaincre de la justesse du marxisme et de la nécessité d'un parti d'avant-garde prolétarien. Il n'hésitait jamais à mettre par écrit ce qu'il pensait afin de faciliter la discussion et d'arriver à la clarification politique dans le parti. Le camarade Antoine notait que « Gérard avait bien compris le monde dans lequel nous avançons [...]. Il voulait cerner le niveau de conscience actuel, pour trouver les meilleurs arguments de la justesse de notre programme. Ces derniers temps, il cherchait constamment à tirer les leçons de notre intervention en Allemagne de l'Est, afin de nous armer pour la prochaine révolution politique dans un Etat ouvrier. Gérard c'était aussi, nous l'avons vu à maintes reprises, nos opposants politiques aussi, un militant intransigeant sur notre programme, avec un charisme qui imposait le respect parmi nous tous. Il laisse les traces d'un militant communiste qui voulait pousser jusqu'au bout la contradiction chez nos opposants. Bien sûr, sa personnalité y jouait pour quelque chose. Mais surtout, ça voulait dire une très profonde conception du fonctionnement du



Le Bolchévik

Lors du mémorial, le 20 octobre, des camarades chantent une des chansons préférées de Gérard.

monde et des forces qui s'agitent. »

Le camarade Alexis observait : « Dans la lutte que nous avons menée ces dernières années pour reconstruire notre parti, Gérard a cherché avec constance à assimiler dans quelle période nous nous trouvons, et comment le niveau de conscience des travailleurs et des jeunes a été ramené en arrière depuis la contre-révolution capitaliste en URSS. Il n'était pas plus immune que d'autres camarades à la pression qui s'exerce sur nous pour renoncer à nos acquis programmatiques, mais il cherchait à assimiler consciemment les leçons des luttes que nous avons menées pour maintenir notre programme internationaliste révolutionnaire dans cette période réactionnaire. » Dans une lettre écrite juste après la mort de Gérard, le camarade Alexis saluait son profond engagement internationaliste, ainsi que le rôle crucial qu'il avait joué dans

le comité central de la LTF. Et il notait que « dans les situations les plus difficiles, il était souvent en mesure de mener à bien une intervention mieux que nous autres. Cela résultait de sa compréhension politique d'une situation donnée, et [de] sa capacité à mobiliser sur le terrain non seulement nos propres forces, mais aussi les personnes autour, du fait de sa confiance dans la puissance de notre programme [...]. Sa disparition si brutale et soudaine laisse un grand trou dans la direction de la LTF. Elle laisse un grand trou dans nos cœurs. Gérard est irremplaçable pour nous, mais personne ne pourra nous prendre ce que nous avons chacun appris en travaillant et en vivant avec lui. La meilleure façon que nous ayons de lui rendre hommage est de continuer la lutte pour la cause à laquelle il avait consacré sa vie. Poursuivons le travail là où il a dû le laisser. » ■

Document de Gérard du 1^{er} janvier 2007

Nous publions ci-dessous un texte de notre camarade Gérard Le Méteil, un document assez typique de comment il savait développer un point de façon très percutante. Il l'avait écrit lors de la discussion internationale de l'organisation à propos des postes exécutifs pour la préparation de la Cinquième Conférence de la LCI qui s'est tenue début 2007 et au cours de laquelle nous avons changé de ligne. Nous nous sommes toujours catégoriquement opposés à l'idée d'administrer l'Etat bourgeois, que ce soit au niveau du gouvernement ou d'une municipalité. Nous avons précédemment pour position qu'il est cependant possible pour des marxistes de se présenter à l'élection de postes exécutifs de l'Etat bourgeois, à la condition expresse que nos candidats soulignent par avance qu'ils refuseront d'occuper de tels postes s'ils sont élus et qu'ils expliquent clairement qu'il faut lutter pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour exproprier les capitalistes et balayer leur appareil d'oppression de classe. Comme cette position prêtait une légitimité aux conceptions réformistes de l'Etat, nous avons formellement adopté lors de cette conférence internationale la position que nous ne nous présentons en aucune circonstance à de tels postes (voir *Spartacist* édition en anglais n° 60, automne 2007).

Ce texte était une polémique contre un camarade qui pensait, se référant à la pratique de certains partis communistes juste après leur création au lendemain de la Révolution russe, qu'après avoir gagné la majorité dans un conseil municipal, de ne pas accepter le poste de maire serait vu comme abstentionniste. Ce camarade fut plus tard convaincu de notre position qui n'est pas l'abstention, mais l'opposition. Car nous ne sommes pas neutres mais opposés aux postes exécutifs de l'Etat capitaliste.

Gérard s'est basé sur des citations de Jaurès extraites d'un débat qui l'avait opposé à Guesde. Une bonne partie de ce débat était consacré à l'affaire Dreyfus, qui avait divisé le pays, la classe ouvrière et les socialistes pendant des mois. Jaurès avait défendu (et à juste raison) Dreyfus contre la machination de l'état-major et la campagne antisémite. Guesde quant à lui avait refusé de lutter contre cette machination et de défendre Dreyfus, sous prétexte que c'était un officier bourgeois.

Pour dissiper la crise sociale et liquider l'affaire Dreyfus, le nouveau président du conseil Waldeck-Rousseau appela en juin 1899 le socialiste Alexandre Millerand à être ministre du

Commerce dans un gouvernement de républicains et de Radicaux bourgeois, aux côtés du général Galliffet (le massacreur de la Commune de Paris) comme ministre de la guerre. Cette trahison de Millerand, soutenue par Jaurès, divisa les socialistes français. La Deuxième Internationale donna une réponse ambiguë, critiquant le millerandisme... sauf quand c'était une question de survie nationale. Une motion de compromis au congrès de Paris de 1900 explique : « L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considéré comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel. Si dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe. » Un amendement de Guesde, qui s'opposait à cette participation en toute circonstance fut rejeté. L'aile révolutionnaire de la social-démocratie incluant Lénine et Luxemburg s'opposait de façon véhémente au millerandisme. Ainsi Luxemburg écrivait : « L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'Etat bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'Etat bourgeois. »

Les jaressistes pro-Millerand et les guesdistes anti-Millerand étaient en 1900 divisés en plusieurs organisations distinctes, les guesdistes se retrouvant dans le Parti ouvrier français (POF). Le document de Gérard montre comment Jaurès sut habilement tirer parti du municipalisme des guesdistes pour défendre son propre millerandisme. Ce débat sur la première participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois se révèle d'une actualité particulière à l'heure où le porté-parole de la LCR, Besancenot, montre qu'il est prêt à participer, comme son camarade Miguel Rossetto au Brésil, à un gouvernement capitaliste (voir notre article de première page). Quand, dans un des extraits utilisés par Gérard, on voit Jaurès utiliser l'argument du « moindre mal » pour justifier le réformisme et la participation dans un gouvernement capitaliste, cela tourne à la farce pour LO. Car c'est un des arguments de la direction de LO pour justifier ses négociations actuelles pour être « localement » sur « des listes unitaires de la gauche pour résister à la droite » (c'est-à-dire des listes des partis de l'ex-gouvernement Jospin) aux prochaines municipales de 2008 (comme elle et la LCR avaient utilisé cet argument

pour appeler à voter Royal lors des dernières présidentielles).

Ce texte permet de voir que beaucoup des arguments qu'avancent aujourd'hui les organisations se disant révolutionnaires comme la LCR ou LO pour justifier leurs positions réformistes, ne sont que de vieilles rengaines (déjà avancées ici par Jaurès, il y a plus d'un siècle), qui permet d'éclairer un peu mieux la fraude de ces organisations et la faillite de leur programme réformiste.

* * *

Etant en accord avec les arguments développés par J dans ses documents des 15 juillet 2006 et 18 décembre 2006 je voulais mettre sur papier cette modeste contribution pour chercher à convaincre F. Je me demande d'ailleurs dans quelle mesure sa position quant au vote pour des postes exécutifs à l'échelle locale n'est pas aussi l'expression de la pression qu'exerce le mouvement altermondialisation et sa rhétorique sur la démocratie participative municipale (Porto Alegre – si chère aux pablistes – en étant un moment le cristal).

Le PCF a publié un supplément à *l'Humanité Hebdo* des 19 et 20 novembre 2005 intitulé : « Le socialisme en débat ». Ce supplément reproduit les présentations respectives de Jaurès et de Guesde données devant environ 8 000 personnes le 26 novembre 1900 à l'hippodrome de Lille.

Je conseille aux camarades de lire ce document car il expose les meilleurs arguments des deux parties.

Les deux questions clés en débat étaient la question de l'affaire Dreyfus et la question de la participation (ministre) à un gouvernement bourgeois d'un socialiste. Avec l'affaire Millerand, Millerand qui fut le premier ministre socialiste membre d'un gouvernement capitaliste le 22 juin 1899.

Tout logiquement Millerand fut élu président de la République entre 1920 et 1924 (juste après les mutineries de la mer Noire et au moment de la grande grève des cheminots).

C'est intéressant de considérer un des arguments majeurs avancé par Jaurès contre les guesdistes. Le débat a lieu à Lille où la mairie est tenue par un guesdiste (Delory – maire de Lille – du POF). Les guesdistes s'opposent à la participation (ministre) dans un gouvernement bourgeois à ce moment-là (plus tard Jules Guesde choisira de faire partie des gouvernements d'union sacrée bourgeois pendant la Grande Guerre).

Voilà l'argument de Jaurès :

« On parle de responsabilités qu'assume un ministre socialiste dans un ministère bourgeois ; mais est-ce que vos élus municipaux n'assument pas des responsabilités ?

« Est-ce qu'ils ne sont pas une partie de l'Etat bourgeois ? Mais le suffrage universel qui les nomme, il est réglé, il est limité par la loi bourgeoise.

« Et si je voulais triompher du point de vue intransigeant où se placent quelques-uns de vos amis comme je pourrais vous rappeler que vous acceptez ainsi le pouvoir municipal d'un suffrage universel, d'où la loi bourgeoise en excluant les assistés ou les ouvriers errants, a exclu les plus pauvres des prolétaires ; comme je pourrais vous dire que *le maire socialiste, tout socialiste qu'il est, peut être suspendu par le pouvoir central, et pour un an n'être pas rééligible ; comme je pourrais vous dire qu'il accepte forcément parce qu'il est maire, d'appliquer, d'administrer un grand nombre de lois bourgeoises, comme je pourrais vous dire que s'il se produit des conflits violents dans vos rues, il est obligé, lui aussi, sous peine de laisser dire que le socialisme c'est le pillage et le meurtre, de faire appel à la force publique* » (en gras par moi). [...]

« Ah ! Ce serait trop commode d'être maire socialiste devant le monde, si on n'était pas obligé en même temps de compter avec toutes ces responsabilités ! Mais c'est parce que la tâche est lourde, c'est parce qu'on est tout ensemble une fraction de pro-

létariat conquérant *et une fraction de l'Etat bourgeois* » (en gras par moi).

Préalablement Jaurès avait argumenté durement :

« Quoi ! Vous avez réuni sur cette estrade, et je vous demande la permission de parler en toute liberté, vous avez réuni sur cette estrade les maires du Parti ouvrier français. Eh bien ! je vous le demande, si la politique du gouvernement pouvait se caractériser par la Martinique et par Chalon, si ces crimes-là en étaient l'expression vraie et la caractéristique, que diriez-vous des municipalités élues qui auraient accepté, comme l'ont fait les vôtres – et elles ont eu raison – d'aller rompre le pain de l'hospitalité au même banquet que les gouvernants meurtriers ?

« Quoi ! Le maire de Lille, le citoyen Delory, le maire de Fourmies – de Fourmies ! la ville assassinée – tous ces maires élus, tous ceux qui portent en eux la responsabilité de la cité vont s'asseoir à la même table que Waldeck-Rousseau, et lorsque la Chambre est rentrée, lorsque le Parlement est réuni, lorsqu'il y a une interpellation sur la politique générale, lorsqu'il ne s'agit plus seulement de Chalon et de la Martinique, [...] *tous ont donné un vote de confiance au gouvernement* » (en gras par moi).

Jaurès approuve cela.

Ensuite Jaurès cite tout un ensemble de maires (Delory, Siméon Flaissières) qui sont du POF et maires à cette période-là.

Jaurès argumente aussi féroce :

« En ce qui concerne les grèves de France, je ne dis qu'une chose : le gouvernement a adopté une tactique, dont, malgré tout, dans l'avenir, s'ils savent l'imposer toujours, les prolétaires pourront bénéficier : c'est de ne pas dessaisir de la police les municipalités.

« Vous savez bien que les patrons de Marseille, comme M. Thierry, ont fait grief au gouvernement de n'avoir pas enlevé la police au maire socialiste de Marseille, à notre ami le citoyen Flaissières [...].

« Malgré tout, parce que nous savons que les prolétaires auront plus de garanties, si ce sont les municipalités élues par eux, vivant au milieu d'eux qui gardent la police, il faut persister à demander que la police soit laissée aux mains des municipalités. »

Il y a une cohérence réformiste d'un bout à l'autre chez Jaurès sur laquelle devrait réfléchir F.

Sur cette question des postes exécutifs à l'échelle locale la réponse de Guesde est inexistante et il laisse le flanc ouvert du prolétariat aux attaques de Jaurès car lui (pas Jaurès !) a une contradiction entre ce qu'il prône à l'échelle d'occuper un poste de ministre dans un gouvernement bourgeois et ce que son parti défend et fait dans la pratique à l'échelle locale.

J'ai tendance à penser, tant pour Jaurès que pour Guesde, que ce qui a permis théoriquement de justifier auprès du prolétariat et à des périodes différentes leurs appétits à servir l'Etat bourgeois, c'est l'argument poussé centralement en avant par Jaurès :

« Mais nous savons aussi qu'il y a des ennemis plus forcenés dans la société bourgeoise, des adversaires plus haineux et plus violents les uns que les autres ; et lorsque nous soutenons un ministère, ce n'est pas pour ce ministère, c'est contre les autres plus mauvais qui voudraient le remplacer pour vous faire du mal.

« Alors c'est une injustice meurtrière de nous reprocher les fautes, les erreurs ou les crimes de ceux que nous ne soutenons que pour empêcher des crimes plus grands. »

Tant Jaurès avec Millerand et Guesde plus tard en intégrant l'Etat bourgeois justifiaient la subordination du prolétariat à son ennemi de classe par cette nécessité de s'allier avec une aile moins réactionnaire de la bourgeoisie (aile démocratique, anticléricale républicaine, etc.) ■

90 ANS APRÈS LA RÉVOLUTION RUSSE



Novosti

A gauche : des soldats marchent sous la banderole « Communisme » en 1917. A droite : Premier Congrès de l'Internationale communiste en mars 1919. Lénine et Trotsky se battaient pour la révolution mondiale.



Y. Shteinberg

Nous reproduisons ci-dessous, revue pour publication, la présentation faite par notre camarade Bruce André lors de notre meeting du 7 novembre, tenu à l'occasion du 90^e anniversaire de la Révolution russe.

* * *

La révolution d'Octobre a été l'événement marquant du XX^e siècle. Elle a changé la face du monde, et a eu un impact international énorme. La victoire bolchévique a inspiré des soulèvements révolutionnaires dans toute l'Europe, notamment en Allemagne, en Italie, en Finlande et en Hongrie. Son formidable message d'émancipation nationale et sociale a inspiré aussi les ouvriers et les travailleurs ruraux du monde colonial. Les bolchéviks ont fondé l'Internationale communiste (IC, Comintern) qui, en 1921, avait attiré sous son drapeau six millions d'ouvriers. Et pendant ses quatre premiers congrès, le Comintern a éduqué et formé les ouvriers du monde entier au programme et à la stratégie de la lutte révolutionnaire.

La révolution d'Octobre a sorti la question de la dictature du prolétariat du domaine de la théorie et l'a rendue réelle dans l'ancien empire tsariste russe. Le gouvernement révolutionnaire de V.I. Lénine et Léon Trotsky était basé sur des soviets (conseils), organes de pouvoir prolétarien régis par la démocratie ouvrière. Il a exproprié à la fois les capitalistes

russe et les holdings impérialistes occidentaux, et il a carrément annulé la dette massive de la Russie auprès des banquiers étrangers. Il a proclamé le droit des travailleurs à l'emploi, à la santé, au logement et à l'éducation, et il a accompli les premiers pas vers la construction d'une société socialiste.

Le gouvernement révolutionnaire a donné la terre aux paysans et l'autodétermination aux nombreuses nations opprimées de l'ancien empire tsariste. Il a mis à bas tout l'édifice moyenâgeux et patriarcal russe, sur lequel reposait l'autocratie tsariste. Le gouvernement soviétique des premières années ne s'est pas contenté de séparer l'Eglise et l'Etat ; il a enseigné l'athéisme à l'école. Il a éliminé toutes les lois discriminatoires contre les minorités nationales et ethniques, les femmes et les homosexuels. La Russie soviétique a donné le droit de vote aux femmes avant même les grands pays industrialisés.

Ce que la Révolution russe a démontré, c'est la supériorité qualitative d'une économie planifiée collective sur l'anarchie capitaliste. Et cette économie planifiée de l'URSS a démontré sa supériorité malgré les énormes déformations bureaucratiques dues à la bureaucratie parasitaire stalinienne qui a pu se développer du fait de l'isolement de la Révolution russe dans un seul pays, qui plus est, un pays économiquement arriéré. L'URSS a été capable de construire cette économie industrielle

**Luttons pour de nouvelles
révolutions d'Octobre !
Construisons le parti
révolutionnaire multiethnique !**

me à l'école. Il a éliminé toutes les lois discriminatoires contre les minorités nationales et ethniques, les femmes et les homosexuels. La Russie soviétique a donné le droit de vote aux femmes avant même les grands pays industrialisés.

Ce que la Révolution russe a démontré, c'est la supériorité qualitative d'une économie planifiée collective sur l'anarchie capitaliste. Et cette économie planifiée de l'URSS a démontré sa supériorité malgré les énormes déformations bureaucratiques dues à la bureaucratie parasitaire stalinienne qui a pu se développer du fait de l'isolement de la Révolution russe dans un seul pays, qui plus est, un pays économiquement arriéré. L'URSS a été capable de construire cette économie industrielle



Sygma

La contre-révolution capitaliste dirigée par Eltsine (ici à Moscou lors du « contre-coup d'Etat » d'août 1991), une défaite historique pour le prolétariat, a provoqué une chute sans précédent de l'espérance de vie et a dévasté l'économie de l'ex-URSS.



Der Spiegel

moderne à partir de pratiquement rien. Et elle a dû la construire deux fois. La première fois après les ravages de la guerre civile de 1918-1920, une seconde fois après avoir chassé, pendant la Deuxième Guerre mondiale, les envahisseurs nazis, avec leur politique de terre brûlée et la perte de 27 millions de personnes.

La destruction contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-1992 a été une défaite historique pour le prolétariat international. La bourgeoisie et ses laquais ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empoisonner, ou pour éradiquer entièrement, tout souvenir de ce que signifiaient réellement la Révolution bolchévique et l'Etat ouvrier soviétique. Ils ont fait une campagne massive et hystérique pour faire avaler le mensonge de la « mort du communisme ». Cette campagne idéologique intense s'est traduite par le fait que le niveau de conscience de la classe ouvrière a fait un terrible saut en arrière. Aujourd'hui, même les ouvriers les plus conscients des pays capitalistes ne considèrent plus leurs luttes comme ayant pour but ultime de parvenir à une société socialiste.

Le plus grand mensonge, la calomnie la plus efficace, celle qui pèse le plus lourd dans l'esprit des ouvriers et des jeunes qui cherchent une manière efficace de combattre le capitalisme, est commun aux idéologues impérialistes déclarés, aux sociaux-démocrates, aux staliniens, aux pseudo-trotskyistes et aux anarchistes. Ils prétendent tous que « le léninisme a conduit au stalinisme ». Non ! Une des premières choses que Staline a faite pour consolider son régime, c'est de purger et

persécuter l'Opposition de gauche de Trotsky parce que les trotskystes se battaient pour défendre le programme internationaliste révolutionnaire du Parti bolchévique de Lénine contre la bureaucratie stalinienne. Ce sont les trotskystes qui représentent la continuité du communisme.

Avec l'existence même de l'URSS, les impérialistes ne pouvaient plus se permettre de faire ce qu'ils voulaient sur la planète. Il était par exemple possible pour des nationalistes ou des pays formellement indépendants du « tiers-monde » de se positionner entre les « deux superpuissances » et ainsi d'échapper en partie aux exactions économiques et à la force militaire brutale des impérialistes. Et sans l'existence de l'URSS, les révolutions chinoise, cubaine ou vietnamienne n'auraient certainement pas pu avoir lieu.

Les impérialistes se sentent maintenant les mains libres. On peut le voir avec quelques exemples : la première guerre du Golfe contre l'Irak et l'embargo qui l'a suivie, avec au moins un million et demi de morts ; la destruction contre-révolutionnaire de l'ex-Yougoslavie et son démembrement, avec des guerres/massacres entre les différents peuples, avec une énorme régression sociale et une occupation par les armées impérialistes ; l'Afghanistan, où la situation des femmes en particulier est catastrophique, occupé par les troupes impérialistes ; et la deuxième guerre contre l'Irak, avec la destruction totale de cette société auparavant relativement avancée.

Et ce n'est pas simplement l'œuvre des Etats-Unis, comme voudrait le faire croire la gauche – et la droite – en France. Les impérialistes français ont participé pleinement à la plupart de ces guerres, depuis la première guerre du Golfe jusqu'au bombardement de civils en Afghanistan, en passant par l'intervention en Albanie, le bombardement de la Serbie, les interventions en Bosnie, au Kosovo et au Liban – sans parler de leurs exactions en Afrique et des menaces actuelles contre l'Iran. Et c'est cette force impérialiste que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a appelée de ses vœux pour qu'elle joue un rôle de médiation dans les Balkans et au Moyen-Orient ! Nous appelons au retrait des troupes françaises d'Afrique, des Balkans et d'Afghanistan.

La destruction de l'URSS a exacerbé les rivalités entre les Etats impérialistes de l'Amérique du Nord, de l'Europe de l'Ouest et du Japon, dont les conflits d'intérêts ne sont plus contenus par l'engagement commun de leurs bourgeoisies au sein de l'ancienne alliance antisoviétique. Ces rivalités aiguillonnent ces bourgeoisies et les poussent à rivaliser d'efforts pour atteindre une plus grande compétitivité économique sur le marché mondial, en augmentant le taux d'exploitation du travail chacune dans son propre pays. C'est ainsi que la bourgeoisie met en pièces en Europe de l'Ouest ce qui reste de l'« Etat-providence ». Et les attaques du gouvernement Sarkozy, ici, (contre le droit de grève, contre les régimes spéciaux et les retraites, la santé, etc.) en sont une bonne illustration.

Le fait que l'Union soviétique ait existé est pour beaucoup dans le fait qu'on puisse parler aujourd'hui d'« Etat-providence ». La peur de l'Union soviétique, de sa présence militaire en Europe et de son autorité aux yeux des ouvriers, explique en partie les concessions que la bourgeoisie accordait face aux luttes des travailleurs. Elle était prête à supporter un taux de profit plus bas de peur de tout perdre.

La contre-révolution a provoqué un effacement économique de la Russie postsoviétique sans précédent. Dans les six ans qui ont suivi la contre-révolution, le produit intérieur brut a chuté de plus de 80 %, et les investissements de plus de 90 %. Des millions de gens sont littéralement morts de faim.

Une paupérisation économique et sociale massive s'est combinée avec la destruction du système de santé publique pour annihiler un siècle de progrès social.

Le capitalisme a condamné à mort la population russe : pendant les six premières années qui ont suivi la contre-révolution capitaliste, le nombre absolu des décès a dépassé de 3,5 millions celui des naissances ; en 2001, il l'a dépassé de 6,75 millions. Selon les estimations du Comité statistique d'Etat russe, la population de ce pays pourrait être réduite de moitié d'ici 2050. En 1989, l'espérance de vie des hommes était de 64,2 ans. Cinq ans plus tard, après la contre-révolution, elle était tombée à 57,6 ans. Cette chute de l'espérance de vie est historiquement sans précédent. Un adolescent de 16 ans dans la Russie de Poutine a moins de chances de survivre jusqu'à l'âge de 60 ans qu'au XIX^e siècle, à l'époque arriérée du tsarisme !

Aujourd'hui, ce que nous appelons la question russe, c'est la défense des Etats ouvriers déformés toujours debout, la Chine, le Vietnam, Cuba et la Corée du Nord. Nous lançons une mise en garde : la restauration du capitalisme en Chine serait une défaite de portée historique non seulement pour la classe ouvrière chinoise, mais pour le prolétariat mondial. Par contre, une révolution politique en Chine dans laquelle les ouvriers chassent les bureaucrates et forment un gouvernement soviétique aurait un impact énorme sur la conscience des ouvriers, notamment au Japon et ailleurs en Asie.

Nos opposants politiques participent activement aux campagnes des impérialistes dirigées contre la Chine. Vous avez peut-être lu notre article dans le dernier numéro [181] du *Bolchévik* sur l'invitation par Lutte ouvrière (LO), à sa fête, de Cai Chongguo, quelqu'un qui dit ouvertement travailler pour les impérialistes. De même, la LCR, dans sa revue *Inprecor*, a publié un article du rédacteur en chef du journal *Pioneer*, un groupe hongkongais qui a organisé des manifestations avec le Guomindang bourgeois à l'occasion du retour de Hongkong sous contrôle chinois.

Le Comité pour une internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe, dont la Gauche révolutionnaire (GR) est la section française, a clairement indiqué qu'il prendra le côté des forces impérialistes et de Taïwan dans toute confrontation militaire avec l'Etat ouvrier déformé chinois. Le 26 août 2005, six mois après la signature d'un accord militaire entre les Etats-Unis et le Japon dirigé contre la Chine, Taaffe a déclaré :

« Néanmoins, le régime chinois est une dictature. De plus, du point de vue des masses taïwanaises, celles-ci ne voudront pas se soumettre à son contrôle. Elles préfèrent les droits démocratiques, aussi limités soient-ils, dont elles bénéficient sous un régime démocratique bourgeois, ce qu'est Taïwan. »

Aujourd'hui, toutes les organisations se disant révolutionnaires ont repris la propagande de la mort du communisme. Tout comme les idéologues de la bourgeoisie, les PCF ou LCR se sont empressés de proclamer que le communisme avait démontré sa banqueroute. Dans le droit fil du *Livre noir du communisme* qui mettait sur un pied d'égalité communisme et fascisme, la LCR, qui se réclame à tort du trotskysme, s'est empressée de faire écho à sa manière à ce livre. En 2000, dans une série d'articles dans *Rouge* sur la question, Enzo Traverso déclarait sans ambages : « Les totalitarismes – le fascisme et le stalinisme – se sont révélés des visages possibles de notre civilisation. » En 2003, la LCR répudiait officiellement la dictature du prolétariat (alors que dans les faits cela faisait longtemps qu'elle l'avait abandonnée). Et aujourd'hui, elle s'est lancée dans une campagne pour construire un

grand parti réformiste qui répudierait officiellement et ouvertement le léninisme et le trotskysme.

Si LO utilise des formulations en apparence plus orthodoxes, ce n'est que pour mieux canaliser la classe ouvrière vers l'ordre républicain bourgeois. LO parle maintenant de « dictature *démocratique* du prolétariat » [souligné par nous]. Pour LO, ajouter le mot « démocratique » ne sert qu'à estomper la différence fondamentale entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise. Les « Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat », rédigées par Lénine et adoptées par le congrès fondateur de l'Internationale communiste en mars 1919, expliquaient :

« Ce qu'il y a de commun entre la dictature du prolétariat et celle des autres classes, c'est qu'elle est due à la nécessité, comme toute dictature, de briser par la violence la résistance de la classe qui perd sa domination politique. Ce qui distingue fondamentalement la dictature du prolétariat de celle des autres classes [...], c'est que la dictature des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie était la répression par la violence de la résistance de l'immense majorité de la population, à savoir les travailleurs. Au contraire, la dictature du prolétariat est la répression par la violence de la résistance des exploités, c'est-à-dire de la minorité infime de la population, des propriétaires fonciers et des capitalistes.

« Il s'ensuit que la dictature du prolétariat doit engendrer nécessairement, non seulement la modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais précisément l'extension sans précédent de la démocratie réelle en faveur des classes laborieuses opprimées par le capitalisme. »

Contrairement aux renégats du trotskysme nous, trotskystes de la Ligue communiste internationale (LCI) sommes restés à notre poste, et nous nous sommes battus pour préserver et étendre les acquis révolutionnaires de la classe ouvrière. Nous nous sommes battus jusqu'au bout pour défendre l'Etat ouvrier soviétique et l'économie collectivisée issus de la Révolution bolchévique de 1917. Notre défense de l'URSS était par-dessus tout liée à notre combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre partout dans le monde.

L'Octobre rouge de 1917

La Révolution russe de 1917 a débuté le 23 février avec une manifestation pour le pain organisée à l'occasion de la Journée internationale des femmes. Quand la grève a éclaté, les ouvriers russes ont immédiatement construit des *conseils* ouvriers, des soviets, reprenant ce qu'ils avaient créé en 1905 en s'inspirant des ouvriers de Paris qui, en 1871, avaient créé la Commune de Paris. Centralisés aux niveaux local, régional et national, les soviets représentaient l'embryon du pouvoir de la classe ouvrière. A terme, il y avait une contradiction entre le pouvoir de la classe ouvrière et celui de la bourgeoisie, et cette contradiction devait se résoudre soit par l'écrasement des soviets, soit par l'écrasement du gouvernement bourgeois. L'existence des soviets créait une situation de double pouvoir.

Mais les ouvriers mirent à la tête des soviets, en février, les dirigeants menchéviques et socialistes-révolutionnaires (SR), des réformistes qui participaient au gouvernement bourgeois ou qui le soutenaient. Les bolchéviks ne représentaient qu'une minorité à l'intérieur des soviets. Cela signifiait qu'objectivement, les ouvriers, en créant les organes de double pouvoir qu'étaient les soviets, avaient la volonté d'aller vers le socialisme et le pouvoir. Mais en donnant la direction de ces organes aux réformistes, il était clair que leur conscience n'était pas à la hauteur de cette tâche. Comme Trotsky le faisait remarquer dans son *Histoire de la Révolu-*

tion russe, la direction des soviets cédait le pouvoir à la bourgeoisie, qui ne bénéficiait d'aucun soutien dans les classes laborieuses : « [...] les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, soulevés par la masse, remettaient d'eux-mêmes un mandat de confiance à la bourgeoisie. »

Le double pouvoir était une situation intrinsèquement instable, pendant laquelle les deux classes en conflit, la bourgeoisie et la classe ouvrière, rassemblaient leurs forces pour la confrontation qui déciderait de quelle classe va dominer. Autrement dit, il fallait une autre révolution pour mettre le pouvoir d'Etat entre les mains des soviets. Et c'est ce qui s'est passé en Octobre.

C'est l'intervention du Parti bolchévique, sur son programme révolutionnaire, qui allait changer la conscience des ouvriers puis les arracher (ainsi que les soldats et les paysans) aux griffes des réformistes menchéviques. Cette intervention fut possible parce que Lénine et le Parti bolchévique avaient formé des cadres et organisé les éléments les plus conscients de la classe ouvrière, l'avant-garde. Lénine avait énoncé les bases de sa conception du parti dans son texte de 1902, *Que Faire ?*, où il expliquait que « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. » Lénine se battait contre les « économistes » – LO en est un bel exemple aujourd'hui – qui insistaient que les ouvriers peuvent prendre conscience de leurs tâches historiques de façon spontanée, à travers leurs luttes économiques.

Pour que la révolution soit victorieuse, il a fallu aussi les batailles de Lénine à l'intérieur même du parti contre ceux qui, sous les pressions de la bourgeoisie, cherchaient une réconciliation avec le capitalisme. Dans *les Leçons d'Octobre*, Trotsky explique en détails les batailles que Lénine a menées après février 1917 pour réarmer le parti. Ce sont ces batailles qui ont rendu possible la victoire d'Octobre. Parlant des divergences dans le Parti bolchévique, Trotsky écrivait : « La principale question litigieuse, autour de laquelle pivotaient toutes les autres, était celle-ci : faut-il lutter pour le pouvoir ? faut-il ou ne faut-il pas prendre le pouvoir ? »

Il y a un lien étroit entre la question du pouvoir et la question de la guerre impérialiste qui se poursuivait alors. La position bolchévique, le défaitisme révolutionnaire, a été absolument cruciale pour le succès de la révolution d'Octobre. Les batailles politiques menées par Lénine, au niveau national et international, depuis le 4 août 1914 – quand les députés sociaux-démocrates allemands votèrent les crédits de guerre – furent d'une importance décisive. Ce que martelait Lénine, c'était la nature impérialiste de la guerre et les tâches révolutionnaires qu'elle imposait ; autrement dit, transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie et pour le socialisme.

Lénine insistait que le plus grand danger pour le prolétariat et les chances de victoire de la révolution était représenté par les centristes, comme le social-démocrate allemand Karl Kautsky, avec toutes leurs belles phrases sur les « campagnes pacifistes » et la « paix sans annexions ». De tels mots d'ordre berçaient les ouvriers de l'illusion que le système capitaliste pouvait être autre chose qu'un système de guerre et d'oppression.

Avant le retour d'exil de Lénine, des membres de la direction bolchévique, Staline et Kamenev, avaient pris le contrôle de la *Pravda*, le journal central du Parti bolchévique. Ils ont engagé le parti dans une politique de soutien critique au gouvernement provisoire démocratique bourgeois (constitué



P.I. Volkov

Lénine s'adresse au soviet de Petrograd en avril 1917.

après l'abdication du tsar) « dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution ». Staline et Kamenev se servaient abusivement du vieux mot d'ordre de Lénine de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » pour bafouer la politique de Lénine d'opposition sans compromis à la bourgeoisie libérale. La *Pravda* rejetait la politique de défaitisme révolutionnaire et appelait à l'unification entre les partis menchévique et bolchévique.

Dès son retour en Russie, Lénine a présenté ses « Thèses d'avril » dans lesquelles il argumentait très fortement contre cette ligne capitulatrice. Lénine s'opposait à tout soutien au gouvernement provisoire ou à tout rapprochement avec les menchéviks sociaux-démocrates, et il appelait à donner « tout le pouvoir aux soviets » et à l'armement des ouvriers. Sans cette bataille cruciale, et sans d'autres batailles contre ceux qui, comme Kamenev et Zinoviev, reculèrent au moment d'organiser l'insurrection, la révolution d'Octobre n'aurait jamais eu lieu.

Les « Thèses d'avril » de Lénine incluèrent l'abandon du mot d'ordre de la « dictature démocratique » en faveur de la lutte directe pour le pouvoir prolétarien en Russie. Ce faisant, Lénine arrivait fondamentalement à la conception de la Révolution russe que Trotsky avait esquissée dès 1905, et qu'on appellera plus tard la théorie de la révolution permanente. Trotsky avait compris que l'on ne pouvait accomplir la révolution démocratique dans le pays arriéré qu'était la Russie que sous la forme de la dictature du prolétariat, s'appuyant sur la paysannerie, et que la prise du pouvoir par la classe ouvrière en Russie mettrait à l'ordre du jour non seulement les tâches démocratiques, mais aussi les tâches socialistes. Ceci donnerait un puissant élan à la révolution socialiste internationale, qui était nécessaire au développement du socialisme en Russie.

Trotsky, lui, a été gagné en 1917 à la conception léniniste du parti qui a rendu possible la révolution. Toute l'activité du Parti bolchévique visait à organiser, à éduquer et à endurcir le parti d'avant-garde en vue de la prise du pouvoir d'Etat. Par contre, le travail des réformistes et des centristes consistait à mener une activité oppositionnelle dans le cadre de la société bourgeoise, une activité que Trotsky caractérisa comme « l'éducation des masses dans l'idée de l'inébranlabilité de l'Etat bourgeois ».

Lénine dut mener une bataille pour gagner le parti à ses « Thèses d'avril ». A un moment il menaça même de passer par-dessus la tête du comité central pour en appeler directement à la base, ce qui voulait dire la possibilité d'une bataille fractionnelle et d'une scission. On mesure la gravité de la

situation par le fait que quand les « Thèses d'avril » ont été publiées dans la *Pravda*, le 7 avril, aucun membre du comité central ne voulut cosigner l'article de Lénine, et que le comité de rédaction de ce qui était le journal du parti y était publiquement opposé.

Lénine insistait en particulier qu'il fallait être d'une clarté absolue sur la nature de l'Etat bourgeois comme instrument qui maintient le pouvoir d'une minorité d'exploiteurs sur les masses exploitées. La révolution socialiste, cela veut dire détruire l'appareil d'Etat bourgeois (dont l'armée, la police, les tribunaux et les prisons constituent le noyau central), et le remplacer par un nouvel appareil reposant sur des organes de pouvoir prolétarien, les soviets.

Cette question de l'Etat, qui fait la différence entre les bolchéviks et les centristes ou les réformistes de l'époque, est toujours d'actualité. On a encore pu voir, lors des dernières élections en France au début de l'année, les pseudo-révolutionnaires expliquer doctement, à longueur d'émissions de télé, comment l'Etat pouvait prendre aux riches pour redistribuer aux pauvres, permettant ainsi de résoudre les problèmes de vie chère, de santé ou de chômage.

Ces organisations voudraient faire croire qu'un régime parlementaire gouverné par un parti social-démocrate est un « gouvernement ouvrier » ou un « gouvernement réformiste » ; mais c'est un gouvernement *capitaliste*. L'Etat bourgeois ne peut pas être utilisé par la classe ouvrière pour servir les intérêts des opprimés. Il doit être détruit et remplacé par un pouvoir prolétarien révolutionnaire. C'est pour cela que nous rejetons l'idée d'assumer des postes exécutifs, que ce soit le poste de président de la République ou celui de maire. De même, nous ne nous présentons pas aux élections à de tels postes, parce que cela prête une légitimité aux conceptions réformistes dominantes de l'Etat.

Début mai 1917, les menchéviks et les SR qui faisaient partie de la direction du soviet de Petrograd ont accepté des postes ministériels dans un gouvernement de coalition. Le premier gouvernement provisoire était tombé face à la colère des masses, furieuses contre son engagement à poursuivre la guerre. Lénine expliqua que les capitalistes russes « eurent recours à un procédé dont ont usé des dizaines d'années durant, depuis 1848, les capitalistes des autres pays, afin de mystifier, de diviser et d'affaiblir les ouvriers. Ce procédé consiste à former un ministère dit de "coalition", c'est-à-dire réunissant des représentants de la bourgeoisie et des transfuges du socialisme » (« Les enseignements de la révolution », août 1917).

Les bolchéviks se battaient sans compromis contre la collaboration de classes et pour l'indépendance politique de la classe ouvrière. Il y avait une contradiction entre les ouvriers qui se battaient pour leurs propres intérêts et pour le socialisme, et leur direction qui était dans le gouvernement provisoire, le gouvernement bourgeois, et qui gérait les affaires de la bourgeoisie russe. Les bolchéviks ont cherché à faire comprendre clairement cette contradiction aux ouvriers. Pour arracher les ouvriers à leurs directions réformistes, le Parti bolchévique avançait des mots d'ordre comme « A bas les dix ministres capitalistes ! » Ce mot d'ordre, repris par les ouvriers, permettait de comprendre, dans la pratique, que leurs dirigeants préféraient ne pas « effrayer » leurs amis banquiers et repoussaient le « socialisme » aux calendes grecques.

Début juillet, les ouvriers et les soldats, qui en avaient assez de voir que la guerre meurtrière se poursuivait, avaient lancé une semi-insurrection. Des manifestations, auxquelles participaient souvent des soldats en armes, réclamaient le ren-

versement du gouvernement provisoire. Les bolchéviks, qui savaient qu'une prise du pouvoir ne serait pas soutenue dans les campagnes et ne pourrait pas tenir, tentèrent sans succès de réfréner les masses. La direction bolchévique, placée devant le fait accompli, décida d'aller à la bataille avec les manifestants plutôt que de laisser les masses sans direction.

Ces « Journées de juillet » représentaient le dernier spasme de la révolution de Février et elle étaient un avant-goût de ce qui allait se passer en octobre, et la contre-révolution ne se déroba pas devant la bataille. Les dirigeants menchéviques et socialistes-révolutionnaires dans les soviets étaient aux premiers rangs de la répression anti-bolchéviks. Lénine et Zinoviev entrèrent dans la clandestinité, et de nombreux cadres bolchéviques furent emprisonnés. Toutefois, la répression qui suivit les « Journées de juillet » devait s'avérer superficielle et temporaire.

Ce qui fit basculer massivement les ouvriers et les soldats du côté des bolchéviks, ce fut le coup d'Etat de Kornilov au mois d'août. Ce général voulait en finir tout de suite avec la révolution, les soviets et le double pouvoir. Si ceci était aussi le programme du gouvernement provisoire, celui-ci voulait procéder plus lentement. C'est ce désaccord sur le rythme qui amena Kornilov à vouloir en finir avec le gouvernement provisoire et liquider la révolution. Immédiatement, le Parti bolchévique mobilisa les ouvriers et les soldats pour défendre le gouvernement provisoire.

Mais cette défense n'était qu'une défense *militaire*. C'est-à-dire que les bolchéviks n'accordaient aucun soutien politique au gouvernement provisoire, bien au contraire. Autrement dit, alors que les ouvriers et les soldats se mobilisaient pour repousser le danger, les bolchéviks montrèrent comment le gouvernement provisoire était en communication permanente avec Kornilov. C'est ce qui a permis aux ouvriers de comprendre, sur le champ de bataille, à quel point les éléments pro-tsaristes, les libéraux bourgeois et les réformistes étaient unis contre la révolution pour sauver la sainte Russie.

A ce moment-là, les masses n'étaient pas seulement hostiles à Kornilov : la politique de coalition était elle aussi discréditée. Tout allait vers la gauche, et la situation du pays empirait de minute en minute : la famine menaçait, les capitalistes sabotaient délibérément l'industrie, les soldats mouraient de faim, la ville de Riga avait été abandonnée assez délibérément à l'impérialisme allemand, et Petrograd était menacée. Dans tout le pays les masses étaient de plus en plus gagnées au bolchévisme. Dans les campagnes, les paysans réquisitionnaient les terres. Il y avait une véritable guerre paysanne. C'était quelque chose de nécessaire pour la victoire de la révolution.

Au lendemain des « Journées de juillet », les bolchéviks avaient été pourchassés et emprisonnés par la majorité menchéviks-SR des soviets. Lénine avait alors retiré son mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ». Mais maintenant, les soviets avaient été revitalisés par la lutte contre Kornilov. Les conciliateurs menchéviques et socialistes-révolutionnaires évoquaient du bout des lèvres l'idée de « non-coalition ». Début septembre, Lénine leur proposa un compromis : les bolchéviks accepteraient de lutter pacifiquement pour leurs idées au sein des soviets, et de ne pas utiliser de « méthodes révolutionnaires » pour lutter pour « le pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres » si les SR et les menchéviks s'accordaient « à former un gouvernement entièrement et exclusivement responsable devant les Soviets, auxquels serait transmis tout le pouvoir central et aussi local » (« Au sujet des Compromis »). Sans surprise, les conciliateurs menchéviques et

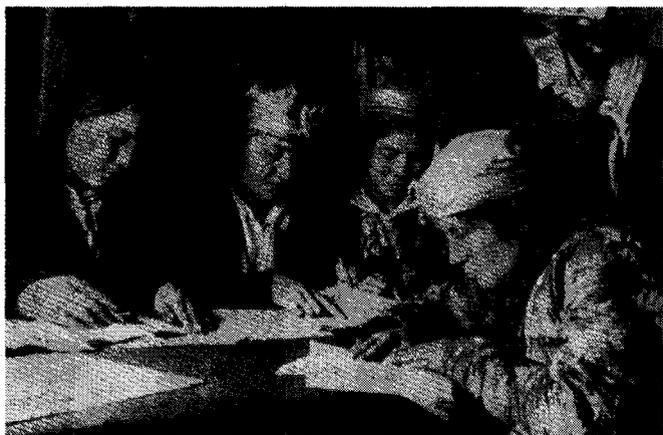
SR n'acceptèrent pas, ce qui constitua une leçon importante pour certains bolchéviks et pour de nombreux ouvriers.

Pendant les jours qui suivirent, les bolchéviks gagnèrent la majorité dans le soviet de Petrograd, et après cela également dans d'autres soviets. A partir de la mi-septembre, Lénine commença à marteler que la prise du pouvoir était à l'ordre du jour. Il était nécessaire de préparer un soulèvement armé, la prise du pouvoir et le renversement du gouvernement. Là encore, il a fallu que Lénine mène une bataille politique au sein du parti.

Comme l'explique Trotsky dans *les Leçons d'Octobre*, la position fondamentale des droitiers dans le parti, rangés derrière Zinoviev et Kamenev, était que le parti allait tout risquer dans une insurrection armée dont l'issue était extrêmement incertaine, alors même qu'ils pouvaient gagner « au moins un tiers des mandats dans l'Assemblée constituante ». Cette ligne purement parlementaire et social-démocrate était grossièrement camouflée par leur affirmation que, bien sûr, les soviets étaient importants, et que le double pouvoir allait continuer éternellement ; mais ce n'était pas possible ; il y aurait eu un autre Kornilov, ou peut-être le même serait revenu.

Les divergences de Kamenev et Zinoviev avec Lénine portaient sur des questions de principe : s'emparer ou non du pouvoir d'Etat. Dans la réunion du 10 octobre, l'insurrection fut votée par dix voix contre deux – celles de Zinoviev et Kamenev. Quand ceux-ci publièrent une déclaration pour s'opposer à l'insurrection, Lénine les qualifia de briseurs de grève et exigea leur exclusion du parti. Finalement ils ne furent pas exclus à cause de l'insurrection. Celle-ci fut relativement peu sanglante, principalement parce que les forces armées de Petrograd avaient été en grande partie neutralisées ou soutenaient les bolchéviks. A la session du soviet de Petrograd, il y a aujourd'hui 90 ans, Lénine, s'adressant au premier gouvernement ouvrier soviétique dans le monde, terminait son rapport par ces mots : « Nous devons aujourd'hui nous consacrer en Russie à l'édification d'un Etat prolétarien socialiste. »

Après la prise du pouvoir par le prolétariat, était posée une question qui n'eut que peu d'impact sur le cours de la révolution, mais qui est politiquement importante pour nous aujourd'hui : la dissolution de l'Assemblée constituante. Les bolchéviks, pendant tout le printemps et l'été 1917, s'étaient battus pour des élections à une assemblée constituante, à un moment où le gouvernement provisoire bourgeois refusait de les organiser, de peur que cela ne conduise à un soulèvement paysan incontrôlable. Cette étape était dépassée avec la prise



La révolution d'Octobre s'est donnée pour tâche de liquider l'analphabétisme, notamment parmi les femmes de l'Orient soviétique.

du pouvoir par les ouvriers, mais les bolchéviks n'avaient pas simplement annulé les élections à l'Assemblée constituante, parce qu'une majorité pro-soviets aurait très bien pu émerger au lendemain des réquisitions de terres par les paysans. Cela aurait été utile pour renforcer l'autorité des soviets auprès des paysans dans la guerre civile à venir. Bien sûr, le fait que les bolchéviks avaient laissé se dérouler les élections à l'Assemblée constituante ne signifiait aucunement qu'ils y voyaient une forme organisationnelle possible de la dictature du prolétariat.

A cause de la manière dont les élections donnaient un poids électoral déterminant à la petite-bourgeoisie, les SR, les cadets et les menchéviks remportèrent la majorité des sièges à l'Assemblée constituante. C'était une force rétrograde, qui aurait pu devenir un point de ralliement pour des forces restaurationnistes bourgeoises. Donc les bolchéviks exigèrent, intelligemment, que l'Assemblée constituante, avant toute chose, reconnaisse le pouvoir victorieux des soviets. C'est seulement quand celle-ci refusa que le Comité exécutif des soviets décréta la dissolution de l'Assemblée.

Le social-démocrate de gauche allemand Karl Kautsky s'en prit aux bolchéviks dans sa polémique de 1918, *la Dictature du prolétariat*, en leur reprochant d'avoir liquidé l'Assemblée constituante. Kautsky prétendait que cet organe parlementaire bourgeois représentait une forme plus élevée de démocratie que les soviets. Lénine répondit que Kautsky, malgré ses prétentions « de gauche » et ses déclarations d'enthousiasme pour les soviets, était en train de dire que la classe ouvrière « ne doit pas toucher à la machine dont le capital se sert pour opprimer le travail ! – Elle ne doit pas briser cette machine ! – Elle ne doit pas mettre en œuvre son organisation universelle pour écraser les exploités ! [...] Là, la rupture totale de Kautsky devient manifeste et avec le marxisme et avec le socialisme ; c'est, en fait, passer du côté de la bourgeoisie, disposée à admettre tout ce que l'on veut, sauf la transformation des organisations de la classe qu'elle opprime en organisations d'Etat » (*la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, octobre-novembre 1918).

L'attaque de Kautsky contre la dictature du prolétariat au nom de la « démocratie » sans classe (en réalité, la « démocratie » bourgeoise) a servi de modèle pour les générations futures de sociaux-démocrates anticommunistes.

Le stalinisme et l'Opposition de gauche

La révolution d'Octobre a mobilisé les travailleurs pour forger une Armée rouge qui l'a emporté dans une guerre civile contre les forces contre-révolutionnaires blanches ainsi que les forces expéditionnaires de quatorze pays impérialistes, dont la France. Les bolchéviks faisaient appel aux ouvriers des autres pays capitalistes mobilisés dans ces armées. En avril 1919, il y eut une mutinerie dans la flotte française qui était en mer Noire. Les équipages refusaient de se battre contre les bolchéviks, et ils fraternisèrent avec les délégués soviétiques à Sébastopol. Nombre de militants de gauche en France aujourd'hui avaient un grand-père ou un arrière-grand-père qui a participé à cette révolte et qui est devenu communiste.

La Révolution russe était considérée par les bolchéviks comme seulement le commencement de ce qui devait être une révolution ouvrière dans toute l'Europe. Lénine et les bolchéviks ont fondé l'Internationale communiste, l'instrument nécessaire pour parachever la révolution socialiste mondiale et étendre la révolution aux pays industriels avancés d'Europe. Mais en dehors de la Russie, les jeunes partis de

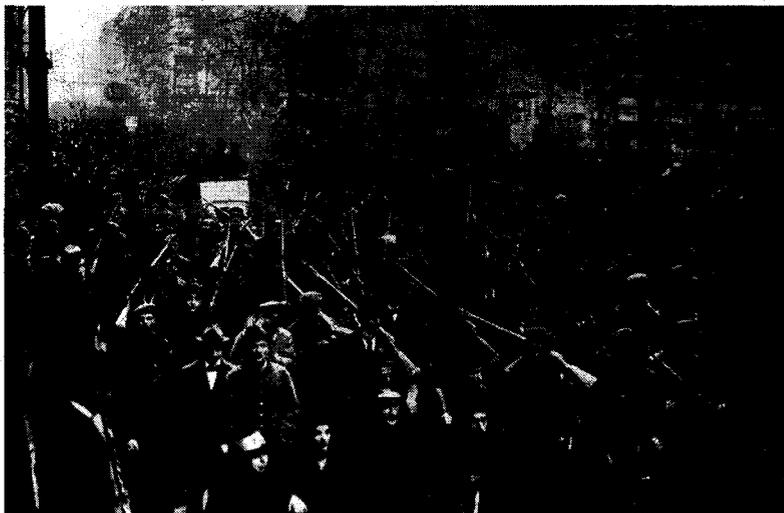
l'IC, dont beaucoup venaient tout juste de rompre avec les directions réformistes des partis ouvriers de masse qui avaient soutenu leur propre bourgeoisie dans la Première Guerre mondiale, n'avaient pas encore la maturité ni l'esprit de décision du Parti bolchévique. Ils n'ont donc pu mener aucune révolution ouvrière à la victoire dans leur pays. Une révolution prolétarienne a été défaite en Allemagne en 1918-1919, et des républiques soviétiques de courte durée ont été écrasées en Bavière et en Hongrie en 1919.

A la fin de la guerre civile, l'Etat ouvrier soviétique était isolé, face à l'encercllement impérialiste et à une stabilisation générale de l'ordre capitaliste mondial. L'Etat ouvrier soviétique économiquement arriéré, souffrant des ravages de la Première Guerre mondiale, avait aussi été broyé par la guerre civile sanglante de 1918-1920 contre la contre-révolution impérialiste. Tout cela, en même temps que la décimation de la couche la plus consciente du prolétariat pendant la guerre civile, la pénurie et même la famine, créait les bases matérielles pour le développement d'une bureaucratie privilégiée.

En 1923 en Allemagne, une nouvelle crise révolutionnaire éclata. Mais le Parti communiste allemand (KPD) se montra incapable de diriger une révolution socialiste. Alors que ces événements se déroulaient, Lénine était déjà gravement malade. Zinoviev qui dirigeait alors le Comintern, tergiversait, alors que Staline disait qu'il fallait freiner le KPD. Comme nous l'avons écrit dans notre revue théorique *Spartacist* (« Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste », *Spartacist* n° 34, automne 2001) : « la faiblesse programmatique du Parti communiste allemand, accentuée plutôt que corrigée par un Comintern qui commençait lui-même à dégénérer, fut déterminante. »

La défaite de 1923 eut des conséquences énormes et pas seulement en Allemagne. En Russie soviétique les ouvriers avaient attendu la révolution ouvrière allemande avec beaucoup d'espoir. La débâcle en Allemagne provoqua une vague de déception et de démoralisation que la bureaucratie soviétique naissante s'empressa d'utiliser. A partir de 1924, le pouvoir politique a été progressivement transféré des mains du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire à celles d'une bureaucratie conservatrice, dirigée par Staline. A partir de ce moment, ceux qui dirigeaient l'URSS, la façon dont l'URSS était dirigée et les buts pour lesquels l'URSS était dirigée, ont tous changé, même si les fondations sociales de l'Etat ouvrier – entre autres, l'expropriation de la classe capitaliste et l'établissement d'une économie collectivisée – restaient intactes. C'était une contre-révolution *politique*. Avec le dogme du « socialisme dans un seul pays », proclamé par Staline en décembre 1924, la bureaucratie s'est accommodée de l'ordre impérialiste. Elle a transformé le Comintern, au fil des années, en un instrument de la bureaucratie dans sa recherche de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

L'Opposition de gauche de Trotsky s'est battue, tant en URSS que dans l'IC, pour préserver et étendre les acquis de la Révolution russe qui avaient été trahis mais pas encore détruits. Trotsky, dans *la Révolution trahie* (1936), sa remarquable analyse de la dégénérescence de la Révolution russe, expliquait la double nature de la bureaucratie stalinienne comme une caste parasitaire qui reposait sur les formes de propriété collectivisée d'un Etat ouvrier. Il notait : « e) la



Willy Römer

Berlin, janvier 1919 : des ouvriers armés occupent le quartier de la presse. La Révolution russe se voyait comme le prélude à la révolution mondiale.

bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ». Et il posait la question : « Le fonctionnaire [bureaucrate] finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'incapacité de nuire ? » Malheureusement, cet avertissement prophétique de Trotsky a été confirmé plus tard par la négative.

En conséquence, la bureaucratie stalinienne a mené une politique de terreur qui visait à réprimer et à intimider le prolétariat dont la bureaucratie avait usurpé le pouvoir politique. Surtout elle cherchait à extirper et à détruire toute loyauté envers l'Opposition de gauche et son programme de révolution socialiste internationale. A la fin des purges, de tous les membres du comité central qui avait fait la Révolution bolchévique, Staline était le seul qui restait ! Pour consolider son pouvoir et prétendre qu'il était le « successeur de Lénine », Staline a dû assassiner tous les « vieux bolchéviks » et détruire l'avant-garde du prolétariat tout entière. Ce n'est pas un hasard si, comme Trotsky le faisait remarquer dans *Leur morale et la nôtre* (février 1938), la grande bourgeoisie « observa non sans satisfaction, quoique en affectant une certaine répugnance, l'extermination des révolutionnaires en U.R.S.S. » Le stalinisme ne représente pas le léninisme, comme prétendent les idéologues de la « mort du communisme », mais sa *négation*.

En 1933, en Allemagne, Hitler arriva au pouvoir sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré. Les staliniens, alors dans la phase ultra-gauche qu'ils qualifiaient de « troisième période », qualifiaient les sociaux-démocrates de « social-fascistes » et « d'aile gauche du fascisme » et avaient refusé de faire un front unique avec ce parti ouvrier réformiste de masse contre la montée de Hitler. Face à cette défaite historique et le fait qu'il n'y eut ni opposition ni leçon tirée dans le Comintern stalinien, Trotsky appela à former une nouvelle internationale.

L'IC de Staline, après sa catastrophique politique ultra-gauche, fit un zigzag et, au Septième (et dernier) Congrès du Comintern en 1935, élaborait sa politique du « front popu-

laire », c'est-à-dire la formation de coalitions avec des partis bourgeois soi-disant « démocratiques » contre le fascisme. Les stalinien adoptaient ainsi explicitement et officiellement le programme réformiste de la collaboration de classes avec les bourgeoisies impérialistes « démocratiques ». En France, la direction du PCF basculait du côté de la défense de l'ordre bourgeois en suivant les consignes de Staline, qui venait de signer un Pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique avec le politicien de droite Pierre Laval, alors président du Conseil.

C'est au nom du front populaire, un mécanisme de collaboration de classes qui lie les exploités à leurs exploités, qu'en 1936 la grève générale et la situation pré-révolutionnaire en France ont été trahies par le PCF. De la révolution en Espagne en 1936 au Chili en 1973, le front populaire a servi à miner la conscience de classe du prolétariat. Il a détourné ses luttes et ouvert la voie à la défaite et à une répression sanglante. Comme Lénine et Trotsky, nous nous opposons par principe à toute coalition avec les partis capitalistes, que ce soit dans le gouvernement ou dans l'opposition, et nous sommes contre voter pour les partis ouvriers dans les fronts populaires.

C'est dans le contexte de la trahison allemande, puis de la codification par le Comintern de la ligne antirévolutionnaire du front populaire, que Trotsky et ses compagnons ont fondé la Quatrième Internationale en 1938.

La Quatrième Internationale se battait pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré d'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste ; ce qui découlait de l'analyse, que faisait Trotsky, de l'URSS en tant qu'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré. Trotsky comparait l'Union soviétique à un énorme syndicat ouvrier qu'il fallait défendre contre les attaques de la bourgeoisie, malgré sa direction bureaucratique. Il écrivait :

« L'ouvrier conscient sait qu'une lutte victorieuse pour l'émancipation totale est inconcevable si l'on ne défend pas les conquêtes déjà acquises, si modestes qu'elles puissent être. Il n'en faut que d'autant plus défendre cette colossale conquête qu'est l'économie planifiée contre la restauration des rapports de production capitalistes. Ceux qui ne peuvent défendre les anciennes positions n'en conquerront jamais de nouvelles. »

— « Manifeste, la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale », adopté à la conférence extraordinaire de la Quatrième Internationale, mai 1940

Les trotskystes appelaient à la révolution politique prolé-

rienne pour jeter dehors la bureaucratie stalinienne qui minait et mettait en danger les acquis d'Octobre, et pour restaurer le pouvoir politique de la classe ouvrière. Cette révolution *politique* est basée sur la défense des formes de propriété collectivisée. Ceci est en contradiction avec une révolution *sociale* ou une contre-révolution qui renverse les relations de propriété existantes et qui met en place un pouvoir de classe différent.

Trotsky affirmait que l'Union soviétique, malgré ses succès économiques, ne pourrait pas survivre à long terme au niveau historique dans un monde dominé par les Etats capitalistes impérialistes. La planification centralisée ne peut fonctionner efficacement que sous un régime de démocratie soviétique qui prévoit la participation indispensable des ouvriers eux-mêmes à l'ajustement et l'application du plan. En plus, les économies capitalistes les plus avancées du monde étaient restées plus productives que l'économie soviétique. Trotsky observait que les marchandises à bas prix avaient un pouvoir qui pouvait s'avérer, en définitive, plus dangereux pour l'URSS qu'une intervention militaire. Cette observation était, en effet, remarquablement prophétique, mais elle ne faisait que se baser sur l'analyse marxiste que le socialisme doit être construit comme un système mondial. Tant que les impérialistes posséderont la plus grande partie des richesses productives de notre planète, on ne pourra nulle part donner réalité à la vision communiste d'une société sans classes et sans Etat.

La liquidation finale de la révolution d'Octobre

La guerre en Afghanistan pendant les années 1980 a été un tournant crucial pour le sort de l'URSS, et par conséquent de l'histoire mondiale. En décembre 1979, le Kremlin de Brejnev était intervenu militairement en Afghanistan pour soutenir un Etat-client stratégiquement important à la frontière méridionale de l'Asie centrale soviétique. Le régime nationaliste modernisateur de Kaboul avait réclamé à plusieurs reprises l'aide soviétique contre une insurrection islamique réactionnaire, qui avait été suscitée par les modestes réformes sociales du régime, notamment celles visant à améliorer la condition des femmes afghanes, horriblement opprimées.

La bourgeoisie américaine a transformé cette insurrection en guerre par procuration contre l'Union soviétique, en soutenant les intégristes islamiques dans la plus importante opération clandestine de la CIA dans l'histoire.



Planeta



AP

A gauche : femmes à Kaboul à l'époque de la présence soviétique. L'intervention militaire soviétique ouvrait pour la première fois la possibilité d'émancipation pour les femmes afghanes. Le retrait soviétique, décidé par Gorbatchev en 1989, allait rapidement permettre la prise de pouvoir par les *moudjahidin* réactionnaires soutenus par les impérialistes. Les pseudo-trotskystes comme LO et la LCR se sont joints à la campagne antisoviétique sur l'Afghanistan.



Gamma

La LCR « solidaire » sans ambiguïté de Solidarność, ce pseudo-syndicat à la solde de l'Eglise catholique et des impérialistes. Nous disions : « Halte à la contre-révolution de Solidarité ! »

Choisir son camp de façon principielle dans cette guerre aurait dû être chose facile pour tout militant de gauche. Cette guerre était doublement progressiste, avec comme enjeux à la fois le sort des femmes afghanes et le progrès social élémentaire en Afghanistan, et la défense du flanc méridional de l'URSS. Mais le président américain Jimmy Carter lança sa croisade des « droits de l'homme » hypocrite qui n'était qu'un moyen d'attaquer l'URSS pour y restaurer le capitalisme ; Ronald Reagan l'amplifia en croisade contre l'« empire du mal ». Sous les coups de boutoir de cette hystérie guerrière déchaînée par l'impérialisme US, la « gauche » dans le monde entier prit un tournant décisif en s'alignant derrière sa « propre » bourgeoisie contre l'Union soviétique.

En Europe, le fer de lance de la croisade idéologique anti-soviétique était Mitterrand. Après la grève générale de Mai 68, la bourgeoisie française et ses larbins qui dirigeaient les partis ouvriers réformistes avaient mis un deuxième fer au feu en mettant en place l'Union de la gauche, alliance du PS, du PCF et des Radicaux de gauche bourgeois. Ce front populaire devait servir de recours pour la bourgeoisie en canalisant les nombreuses luttes de la classe ouvrière vers l'impasse d'un gouvernement bourgeois de collaboration de classes. Face à l'hystérie anticommuniste lancée après l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, la LCR allait rapidement rejoindre les anticommunistes et exiger le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan. Quant à LO, en comparant l'intervention soviétique en Afghanistan avec la sale guerre impérialiste des USA contre le Vietnam, elle alimentait tout autant l'antisoviétisme et la croisade anticommuniste de sa bourgeoisie.

Contre les anticommunistes et leurs acolytes soi-disant trotskystes, nous proclamions : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » et « Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! » Contre toute la démagogie sur les « droits nationaux des Afghans », nous expliquions que l'Afghanistan n'était même pas une nation mais un pays extrêmement arriéré habité par des groupes ethniques divers et hostiles les uns aux autres. En l'absence d'une classe ouvrière en Afghanistan, la seule base possible pour le progrès social c'était l'extension du pouvoir militaire et politique soviétique. Une occupation prolongée de l'Afghanistan par l'armée soviétique aurait donné la possibilité de sa transformation à l'image de l'Asie centrale soviétique ou de la Mongolie. L'intervention de l'Armée rouge allait à l'encontre du

dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays ». Notre ligne internationaliste était dirigée avant tout contre les *moudjahidin* soutenus par la CIA, mais cette intervention militaire en défense de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique ouvrait aussi la perspective de ressusciter le programme bolchévique d'internationalisme prolétarien révolutionnaire en Union soviétique, et encourageait en même temps une révolution politique contre les staliniens du Kremlin.

En 1980, avec la Pologne, c'est une autre campagne anticommuniste qui s'est développée. A son premier congrès national, en septembre 1981, le soi-disant « syndicat » Solidarność (« Solidarité » en polonais), une organisation patronnée par la CIA et le Vatican, a avancé un programme qui était ouvertement pour la contre-révolution. Il a appelé à des « syndicats libres », ce qui était un mot d'ordre de combat pour l'anticommunisme de guerre froide. Dans les Etats ouvriers dirigés par les staliniens, nous, trotskystes, luttons historiquement pour des syndicats indépendants de la bureaucratie qui soient basés sur le principe de la défense de l'Etat ouvrier et qui luttent pour défendre l'économie collectivisée contre les privatisations. Egalement derrière l'appel à des « élections libres » à la Diète (Parlement), on trouvait le programme de la « démocratie à l'occidentale », c'est-à-dire *la restauration du capitalisme sous couvert de gouvernement parlementaire*. Nous, trotskystes, avons cherché à mobiliser la classe ouvrière polonaise pour qu'elle se réapproprie ses racines prosocialistes, défende l'Etat ouvrier contre les forces de la réaction cléricale et de l'impérialisme, et qu'elle renverse la bureaucratie stalinienne qui avait pavé la voie à Solidarność. Mais comme nous l'avons écrit dans le *Bolchévik* n° 28 en octobre 1981 :

« Le cours contre-révolutionnaire de Solidarité doit être arrêté ! Si les staliniens du Kremlin, à leur manière nécessairement brutale et stupide, interviennent militairement pour l'arrêter, nous soutiendrons cette action. Et nous en prenons à l'avance la responsabilité ; quelles que soient les stupidités et atrocités qu'ils commettront, nous ne flancherons pas devant la nécessité de défendre l'écrasement de la contre-révolution de Solidarité. »

Le 3 décembre de la même année, pendant une réunion de la direction de Solidarność, le dirigeant de la région de Varsovie déclarait : « Il faut finalement renverser le gouvernement », et il proposait à cette fin l'organisation d'une milice de Solidarność. Neuf jours plus tard, ses plans secrets ayant été dévoilés, la direction de Solidarność affirmait ouvertement son intention de prendre le pouvoir, annonçant un référendum national pour établir un gouvernement provisoire. Le régime du général Jaruzelski proclama alors l'« état de guerre ». Nous avons donné un soutien militaire à ce contre-coup d'Etat, qui permettait de gagner du temps en mettant temporairement en échec la tentative de prise de pouvoir de Solidarność.

Au moment où la question de la contre-révolution s'est posée, les groupes pseudo-trotskystes ont pris fait et cause pour les réactionnaires cléricaux et les nationalistes d'extrême droite. La tendance taaffiste, dont la GR est le pendant

français, a appuyé les « objectifs principaux » du programme du premier congrès de Solidarność. La LCR a qualifié la contre-révolution de Solidarność d'« avancée de la révolution politique », notant que la question du pouvoir était clairement posée. Quant à LO, dans son univers à elle, les pays d'Europe de l'Est étaient des Etats bourgeois, pas des Etats ouvriers déformés. Alors non seulement la contre-révolution, à ses yeux, n'était pas un danger, c'était un non sens. LO s'est déclarée « entièrement solidaire avec les luttes » des travailleurs qui étaient derrière Solidarność.

La LCI et la lutte contre la contre-révolution capitaliste

Au milieu des années 1980, sous les pressions militaires, économiques et politiques cumulées de l'impérialisme mondial, la bureaucratie du Kremlin commença à se fissurer. Cette situation fut signalée par l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev et ses mots d'ordre de « perestroïka », « glasnost » et « nouvelle pensée » en politique étrangère. Après des décennies de lourds sacrifices demandés au prolétariat au nom de la construction du socialisme dans un seul pays, Gorbatchev et la dernière génération de bureaucrates soviétiques tentèrent de restructurer l'économie soviétique avec un ensemble de réformes appelées « socialisme de marché », conduisant à l'accentuation des inégalités et encourageant des forces tendant vers la restauration du capitalisme.

Ces réformes étaient combinées à une diplomatie de conciliation accrue avec l'impérialisme. Au début de 1989, la bureaucratie soviétique, sous Mikhaïl Gorbatchev, a retiré les troupes soviétiques d'Afghanistan dans le vain espoir de se concilier les bonnes grâces des impérialistes. Nous avons dénoncé cette trahison, qui a abandonné les peuples afghans aux bons soins des égorgeurs *moudjahidin* soutenus par la CIA, juste à la frontière de l'Union soviétique, et nous avons déclaré qu'il valait mieux combattre les forces de la réaction en Afghanistan que d'avoir à lutter contre la contre-révolution en Union soviétique même. Notre mise en garde était, malheureusement, très pertinente, parce que le retrait d'Afghanistan a ouvert la voie à la contre-révolution en Europe de l'Est puis en URSS.

Le Partisan Defense Committee (PDC, l'organisation de défense légale et sociale lutte de classe associée à la Spartacist League/U.S.) proposa au gouvernement afghan, le 7 février 1989, d'« organiser d'urgence une brigade internationale ». Le gouvernement afghan déclina cette offre, mais, à sa demande, le PDC et ses organisations fraternelles au niveau international organisèrent une campagne financière pour aider les victimes civiles de l'offensive des *moudjahidin* contre la ville de Jalalabad. En deux mois, plus de 44 000 dollars furent collectés, principalement par petites sommes données par des milliers de gens, dont beaucoup de travailleurs immigrés dans toute l'Europe de l'Ouest, en Asie et en Amérique du Nord, ainsi que beaucoup de femmes des communautés musulmanes. Le siège de Jalalabad fut brisé et le gouvernement afghan réussit à tenir trois terribles années de plus, jusqu'en 1992, quand les *moudjahidin* finirent par s'emparer de Kaboul.

Dans les années 1980, l'influence des « démocrates » et des nationalistes petits-bourgeois a gagné de plus en plus de terrain dans la plus grande partie de l'Europe de l'Est, à l'exception remarquable de l'Allemagne de l'Est. Pour sa part, Gorbatchev avait fait savoir qu'il abandonnerait les régimes staliens est-européens à leur sort. Ainsi le sort des ouvriers est-européens et soviétiques était en balance : soit des révolu-

tions politiques prolétariennes pour défendre et étendre les acquis incarnés dans les économies collectivisées, soit la contre-révolution capitaliste et ses promesses de dévastation sociale tous azimuts.

Le premier signe de révolution politique durant cette période est apparu, non pas en Europe de l'Est, mais en Chine. En mai-juin 1989, une manifestation initiée par des étudiants à la Place Tiananmen à Pékin obtenait un large soutien parmi les ouvriers, en colère face aux inégalités économiques croissantes, à la corruption rampante et à l'inflation encouragées par « l'économie socialiste de marché » de Deng. Sous Deng, au cours de la précédente décennie, l'agriculture avait été décollectivisée, et la planification économique centralisée affaiblie. Le « bol de riz en fer » – l'emploi à vie garanti et des acquis sociaux pour les ouvriers – était en train de passer à la rouille.

Des groupes de jeunes ouvriers se sont joints aux immenses manifestations de la Place Tiananmen, qui se sont étendues à tout le pays. Comme nous l'avons écrit à l'époque, « c'est parce qu'elles étaient le début d'une révolte ouvrière contre le programme de "construction du socialisme avec des méthodes capitalistes" de Deng que les manifestations ont pris un caractère de masse et potentiellement révolutionnaire » (*Workers Vanguard* n° 480, 23 juin 1989). Au début, tant les soldats de base que certains commandants militaires gradés avaient refusé d'appliquer les ordres de répression des manifestants. Deng a finalement réussi à trouver des unités militaires qui voulaient bien effectuer un massacre, qui visait avant tout les quartiers ouvriers à Pékin plutôt que les manifestants étudiants. Le facteur clé en Chine en 1989 était l'absence d'une direction révolutionnaire telle que celle du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, qui avait dirigé la Révolution russe de 1917.

Les événements en Chine se sont reflétés à travers l'Europe de l'Est, particulièrement en République démocratique allemande (RDA). En automne 1989, l'effondrement du régime stalinien de la RDA s'est très clairement manifesté avec la chute du mur de Berlin, le 9 novembre. L'Allemagne de l'Est, à ce moment-là, s'était engouffrée dans un début de révolution politique. Les impulsions des travailleurs se dirigeaient non pas vers la réunification capitaliste avec l'Allemagne de l'Ouest impérialiste, mais vers ce qu'ils considéraient comme une société réellement socialiste basée sur l'économie nationalisée de la RDA. Pendant ce temps-là, dans le cadre de sa politique de conciliation avec l'impérialisme, Gorbatchev donnait comme gage de ne pas utiliser des dizaines de milliers de soldats soviétiques stationnés en RDA pour intervenir militairement. Tous ces facteurs ont créé une opportunité exceptionnelle d'accomplir une révolution politique prolétarienne.

La Ligue communiste internationale a investi toutes ses forces pour lutter pour la perspective d'une Allemagne rouge des conseils ouvriers. Nous nous sommes opposés inconditionnellement à la réunification capitaliste de l'Allemagne. Nous nous sommes battus pour la révolution politique à l'Est et la révolution socialiste à l'Ouest – pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, partie intégrante d'une Europe socialiste. Pour insister sur l'internationalisme, en opposition au nationalisme étroit de la RDA, nous avons publié en russe des salutations aux soldats soviétiques, liant la lutte en RDA à celle de la défense de la patrie de la révolution d'Octobre contre l'impérialisme et la contre-révolution démocratique. Nous avons aussi publié des salutations internationalistes, dans leurs propres langues, pour les Cubains, les Mozambi-



Spartakist

Berlin, 3 janvier 1990 : une représentante de la LCI s'adresse à la manifestation géante au parc de Treptow en défense d'un monument aux morts soviétiques.

cains, les Vietnamiens et les Polonais en Allemagne de l'Est.

L'impact de notre programme a été vu en janvier 1990, quand 250 000 personnes ont participé à une manifestation initiée par nos camarades allemands et rejointe par le SED, le parti dirigeant de la RDA, pour protester contre la profanation par des fascistes du mémorial aux soldats soviétiques pendant la Deuxième Guerre mondiale dans le parc de Treptow à Berlin. A Treptow, pour la première fois depuis que Trotsky et ses compagnons avaient été expulsés de l'Union soviétique à la fin des années 1920, les trotskystes ont pu s'adresser aux masses des travailleurs dans un pays dans lequel la bureaucratie stalinienne était au pouvoir.

Le spectre de la résistance prolétarienne organisée contre la réunification capitaliste a alarmé les dirigeants impérialistes de l'Allemagne de l'Ouest, avec à leur tête le chrétien-démocrate Helmut Kohl, et leurs hommes de main du Parti social-démocrate, et ils ont accéléré la contre-révolution capitaliste en avançant des élections qui étaient prévues pour plus tard. Les staliniens du Kremlin et de la RDA ont donné le feu vert pour la réunification.

Nos camarades du nouveau Spartakist Arbeiterpartei se sont battus sans aucune ambiguïté contre la restauration capitaliste pendant les élections de mars 1990 en Allemagne de l'Est, qui étaient en fait un plébiscite sur la réunification capitaliste. Cependant, sous l'impact de l'offensive bourgeoise, la couche d'avant-garde de la classe ouvrière s'est démoralisée, particulièrement après la désintégration des staliniens du SED qui se sont rebaptisés Parti pour le socialisme démocratique, un parti qui soutenait clairement l'annexion capitaliste de la RDA par l'Allemagne de l'Ouest. Les élections de mars ont été un vote écrasant pour la réunification capitaliste, avec une grande majorité votant pour les chrétiens-démocrates ou pour la coalition social-démocrate. Ceci a marqué la victoire de la contre-révolution capitaliste en Allemagne de l'Est.

Seule la LCI s'est battue jusqu'au bout contre la réunification capitaliste dirigée par les impérialistes et leur cheval de Troie, le Parti social-démocrate allemand. Dès le début, nous étions engagés dans une bataille politique avec le régime stalinien abdiquant et son programme de capitulation et de contre-révolution. Pendant que nous appelions à un gouvernement des conseils d'ouvriers et de soldats, les staliniens ont

consciemment tout fait pour éviter une insurrection ouvrière. Ceci incluait par exemple la démobilisation de certaines unités de l'armée qui avaient formé des conseils de soldats, en partie sous l'influence de notre propagande.

En URSS, l'événement pivot de la contre-révolution, ce fut le « contre-coup d'Etat » d'Eltsine en août 1991, contre le coup d'Etat raté des has been staliniens qui voulaient introduire le capitalisme plus lentement, et d'une manière dont ils seraient les bénéficiaires. En l'absence de résistance massive de la part de la classe ouvrière à la contre-révolution capitaliste qui gagnait du terrain, Eltsine, dont la prise du pouvoir avait été soutenue par l'impérialisme au nom de la « démocratie », consolida sa position et paracheva la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré.

La LCI s'est aussi battue jusqu'au bout en défense de l'Etat ouvrier soviétique. Quand Boris Eltsine a saisi le pouvoir en août 1991, nos camarades de la LCI à Moscou ont publié en russe et distribué à des dizaines de milliers d'exemplaires un appel sous le titre « Ouvriers soviétiques :

écrasez la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! » C'était la première déclaration distribuée largement à travers l'Union soviétique contre les agissements d'Eltsine visant le pouvoir. Nous avançons un programme de révolution politique contre la restauration capitaliste – pour des soviets ouvriers authentiques, organes d'un nouveau pouvoir politique prolétarien. Mais la classe ouvrière soviétique – atomisée et manquant d'une direction anticapitaliste, n'ayant pas une conscience socialiste cohérente et consistante, et sceptique sur la possibilité d'une lutte de classe dans les pays capitalistes – ne s'est pas mobilisée dans une résistance contre la contre-révolution usurpatrice qui a réussi à détruire l'Etat ouvrier soviétique en 1991-1992.

En opposition complète avec la LCI, presque tous les groupes d'« extrême gauche » en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest ont soutenu et applaudi le contre-coup d'Etat d'Eltsine-Bush au nom de la défense de la « démocratie » contre le stalinisme. Catherine Verla, un des principaux porte-parole du Secrétariat unifié, dont la LCR est la section française, affirmait : « Il était nécessaire de s'opposer sans hésitation au coup d'Etat, et, sur cette base, de combattre aux côtés d'Eltsine » (*Inprecor*, 29 août 1991). Le Socialist Workers Party de feu Tony Cliff en Grande-Bretagne (et les militants de la tendance cliffiste en France, maintenant à l'intérieur de la LCR et qui dirigent « Agir contre la guerre ») exultait : « Le communisme s'est effondré [...]. C'est un fait qui devrait réjouir tout socialiste » (*Socialist Worker*, 31 août 1991). La section britannique du CIO, section sœur de la Gauche révolutionnaire en France, déclarait de son côté : « Les courageux défenseurs du parlement russe se réjouissent sur les barricades [...]. Chaque dictateur tremblera devant la possibilité que ses propres sujets engagent des actions pareilles » (supplément spécial du *Militant*, 22 août 1991).

Peter Taaffe prétend que son groupe s'est opposé au contre-coup d'Etat pro-impérialiste d'Eltsine. Nous avons démasqué ce mensonge dans notre presse (voir « Le CIO taaffiste : des barricades d'Eltsine aux écuries d'Augias », *le Bolchévik* n° 169, septembre 2004). Le groupe russe affilié au CIO et à Taaffe a, pendant des mois, affiché dans son local public à Moscou une présentation de photos intitulée « La démocratie ouvrière sur les barricades ». Elles montraient deux de leurs

dirigeants d'alors bras dessus, bras dessous avec les nationalistes d'extrême droite, les curés et autres antisémites sur les barricades d'Eltsine. Quelque temps après, les taaffistes russes se sont trouvés gênés par leur soutien à Eltsine. Alors, ils ont discrètement placé une armoire devant les photos. Nos camarades à Moscou à l'époque prenaient un malin plaisir à révéler aux gens que derrière cette armoire se cachaient les preuves du soutien des taaffistes à Eltsine.

Les dirigeants du PCF étaient, eux aussi, de la partie. En août 1991, ils se sont placés sans équivoque aux côtés des soi-disant « démocrates » rassemblés à Moscou sur les barricades d'Eltsine. L'éditorial de *l'Humanité* du 24 août a caractérisé la racaille réactionnaire qui s'est mobilisée autour d'Eltsine le 19 août de « mouvement populaire pour la démocratie et la liberté » ! Georges Marchais, alors le dirigeant du PCF, a été jusqu'à déclarer que « Boris Eltsine a joué un rôle positif, qu'il faut saluer, dans l'échec du coup d'Etat », tout en expliquant dans le même temps que « sur l'échiquier politique français, [Eltsine] serait classé à droite » (*l'Humanité*, 26 août 1991). Les dirigeants du PCF ont été fidèles, jusque dans leurs dénonciations du « stalinisme », à la tradition stalinienne qui veut que pour couvrir le fait qu'on a partagé leur politique on accable d'injures ses ex-camarades. Parlant de l'ex-« parti frère », le Parti communiste de l'Union soviétique, *l'Humanité* titrait « Notre différence est totale ».

Un mois plus tard, dans son rapport au comité central, Pierre Blotin s'est livré à une attaque en règle contre le « collectivisme » : « En rejetant le modèle unique de socialisme imposé au temps du stalinisme, nous avons en effet repoussé l'étatisation des moyens de production et d'échange. » Et d'ajouter qu'« une telle conception n'a pas grand-chose à voir avec l'image traditionnelle de la révolution » (*l'Humanité*, 1^{er} octobre 1991).

Aujourd'hui, Patrice Cohen-Séat, un dirigeant du PCF, peut écrire dans *l'Humanité* (12 septembre) : « C'est Marx, le premier, qui a mis en lumière l'extraordinaire puissance du capitalisme dans le développement des forces productives. » Ce que Cohen-Séat appelle « le socialisme étatiste » a, selon lui, « échoué à faire mieux que le capitalisme, dans le domaine des libertés comme dans la production de richesses ». Et de conclure que « le communisme s'est historiquement assimilé à des crimes et à l'échec. Au mieux, il renvoie à une époque révolue. »

Dans *Rouge*, cette semaine, la LCR a le culot de critiquer l'anticommunisme criard des « refondateurs » du PCF qui rejettent la Révolution russe, tout en leur tendant un rameau d'olivier en affirmant qu'on doit néanmoins « revisiter l'histoire des premières années de la Révolution russe, des erreurs de Lénine et Trotsky » (*Rouge* n° 2225, 1^{er} novembre). Dans ce même article, la LCR, qui s'efforce de gagner des militants du PCF à son projet de nouveau parti « anti-capitaliste », accuse cyniquement le PCF de « participer à une série de coalitions ou de gouvernements qui n'ont fait que gérer les affaires de l'Etat et des classes dominantes ». A cette trahison, la LCR oppose le « processus révolutionnaire » qui passera par « la conquête du pouvoir par les classes populaires, la destruction de la vieille machine d'Etat ». Mais que veut-elle dire exactement par là ? Olivier Besancenot a dit et répété que « prendre le pouvoir n'est pas une question taboue à la condition que la population puisse se le partager ». Et au niveau international, les organisations sœurs de la LCR ont déjà démontré qu'elles étaient tout à fait prêtes à assumer le contrôle direct de l'Etat bourgeois. Dans

les années 1990, un dirigeant du groupe frère de la LCR en Suisse a été élu ministre de la Police et de la Justice dans le canton de Zoug. Il y a cinq ans, Miguel Rossetto, un camarade de la LCR au Brésil, est entré dans le gouvernement capitaliste de Lula comme ministre de l'Agriculture, une position clé, du point de vue de la bourgeoisie, étant donné la nécessité de contrôler et de réprimer les luttes paysannes en cours.

Ici en France, la LCR est aussi tout à fait catégorique quand elle critique le bilan du PCF en ces termes : « Il ne s'agit pas de sous-estimer la conquête de positions dans les institutions ». Cette petite formule n'est pas choisie par hasard. Elle fait écho à un discours prononcé début septembre par Jean-Claude Gayssot, ex-ministre PCF de Jospin, qui affirmait la même conviction qu'on ne doit pas « négliger la conquête de positions dans les institutions ». Au moment où la LCR se prépare à un gros coup pour les municipales, elle veut assurer les éléments dans la périphérie du PCF qu'en rejoignant leur nouvelle et rutilante plate-forme réformiste ils peuvent conserver ou conquérir les mêmes sinécures et prébendes municipales et parlementaires qu'aujourd'hui. En fait, la LCR a déjà escompté auprès de l'Etat son succès aux législatives de cette année ; les voix qu'elle a reçues lui garantissent au moins quatre millions d'euros par an, pendant les cinq prochaines années, puisés dans les caisses de l'Etat. Comme on dit, qui paie les violons choisit la musique.

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Je voudrais terminer cette présentation par quelques mots sur l'héritage que nous a laissé la Révolution russe. Pour citer James P. Cannon, le fondateur du trotskysme américain : « La question russe n'est pas un exercice littéraire que l'on considère ou que l'on rejette selon l'humeur du moment. La question russe a été et reste la question de la révolution. »

La Révolution russe a démontré la capacité du prolétariat à s'emparer des rênes du pouvoir d'Etat et à construire une société industrielle moderne, dans laquelle les travailleurs ont accès à la médecine, à la science, à l'éducation et la culture. C'est le but fondamental du socialisme marxiste, en éliminant la pénurie économique, de libérer la puissance créatrice de l'humanité, qui a été entravée par le système capitaliste et par les formes antérieures de sociétés divisées en classes, afin d'ouvrir la voie au progrès historique et à l'évolution sociale. Un tel développement qualitatif des forces productives mondiales au bénéfice de tous ne peut pas être envisagé sous le capitalisme, dont chaque pas en avant se paie de pas de géant en arrière, sous forme de pauvreté mondiale, de crises économiques à répétition et de guerres. Il ne peut être réalisé que dans le contexte d'une économie internationalement planifiée et socialisée.

Friedrich Engels aura le dernier mot ici ce soir, quand il décrit, dans son livre *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, le monde de l'avenir pour lequel nous combattons :

« La propre socialisation des hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte libre. Les puissances étrangères, objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience ; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bon de l'humanité, du règne de la nécessité dans le règne de la liberté. » ■

A bas les attaques...

Suite de la page 1

Le gouvernement cherche à augmenter de 37 ans et demi à 40 le nombre d'années que les cheminots, les travailleurs des transports en commun et ceux de l'énergie doivent travailler pour avoir droit à une retraite complète, et à imposer de sévères pénalités à ceux qui partent en retraite plus tôt. En réaction, les travailleurs ont fait grève et arrêté les trains, les bus et métros à Paris et dans d'autres villes pendant deux jours en octobre et neuf jours en novembre, bloquant presque tous les transports en commun dans le pays, ainsi que le fret, malgré les tentatives des chefs syndicaux de leur faire reprendre le travail. De leur côté, les étudiants avaient engagé leur propre lutte contre la nouvelle loi sur « l'autonomie des universités », premier pas vers la privatisation de l'enseignement supérieur qui limitera l'accès à l'université des jeunes de la classe ouvrière et de ceux à la peau foncée. Les étudiants ont occupé et bloqué des dizaines de facs.

Essayant d'isoler et d'affaiblir les grèves, le gouvernement a fustigé les « privilèges » des cheminots qui peuvent prendre leur retraite plus tôt que les autres ouvriers. Et cela après que le gouvernement a accordé quelque 15 milliards d'euros de baisse d'impôt aux plus riches et plus que doublé le salaire de Sarkozy lui-même ! Sarkozy déclarait avec arrogance : « Les régimes spéciaux ne sont qu'un apéritif » (*le Monde*, 26 novembre), indiquant clairement que le droit à la retraite de tous les travailleurs est la prochaine cible. Et une nouvelle loi impose un « service minimum » en cas de grève des transports et d'autres secteurs, ce qui constitue une attaque contre le droit de grève même.

L'offensive du gouvernement Sarkozy contre la classe ouvrière reflète un consensus au sein de la bourgeoisie sur le fait que les attaques contre le système de santé, les retraites et les droits syndicaux sont essentielles pour rendre le capitalisme français compétitif vis-à-vis de ses rivaux impérialistes. Ce consensus est partagé par la direction du Parti socialiste, qui n'est en désaccord avec Sarkozy que sur la manière dont il mène ces « réformes ». Après la victoire de Sarkozy sur Ségolène Royal aux élections de mai dernier, six socialistes de premier plan ont accepté des positions clés dans son gouvernement, dont Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et principal porte-parole des menaces de l'impérialisme français contre l'Iran, et Fadela Amara qui, au lendemain des événements de Villiers-le-Bel, a appelé à « opposer la fermeté au désordre, à la violence » et à « saluer le travail des policiers ». Pour leur part, les bureaucrates syndicaux, accrochés aux partis réformistes, jouent leur rôle de « lieutenants ouvriers » du capitalisme. La direction de la CFDT soutient ouvertement la « réforme » des retraites, tandis que les dirigeants de la CGT refusent d'appeler au retour aux 37 ans et demi pour tous les travailleurs. De son côté, l'UNEF, la fédération étu-



LP/M.C.

Les étudiants de Paris 8 manifestent dans les rues de St-Denis contre la loi Pécresse.

dante dirigée par le PS, a refusé d'appeler à l'abrogation de la loi sur « l'autonomie des universités ».

La combativité des travailleurs a surpris tant le gouvernement que les dirigeants syndicaux traités. Après que Bernard Thibault, dirigeant de la CGT, avait été hué dans un certain nombre d'assemblées générales de grévistes le 14 novembre, Sarkozy a dit à ses conseillers : « Il faut sauver le soldat Thibault » (*le Monde*, 26 novembre). Tout en acceptant les conditions de Thibault pour les négociations, le gouvernement exigeait que les dirigeants syndicaux appellent à l'arrêt de la grève. Le lendemain, Thibault déclarait obligeamment qu'il était « impensable » que la grève se poursuive jusqu'à ce qu'un accord soit négocié, ajoutant que c'était aux assemblées générales de décider. Mais les assemblées générales, dans tout le pays, votaient la poursuite de la grève à une écrasante majorité. François Chérèque, le dirigeant de la CFDT, qui avait essayé en vain de faire suspendre la grève par les cheminots, a fui une manifestation le 20 novembre après avoir été hué par les grévistes. Les chefs syndicaux ont réussi

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
 Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
 Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____
 Adresse _____ CP _____
 Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10
 Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A
 Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada



à persuader les ouvriers de retourner au travail sans arracher de concessions au gouvernement. Depuis, les choses sont « revenues à la normale », avec des directions syndicales qui menacent d'appeler, ou qui appellent, à des journées de grève séparées et limitées, sabotant ainsi l'unité d'action des ouvriers, essentielle pour repousser les attaques des patrons et de leur gouvernement.

La trahison non dissimulée des chefs syndicaux a laissé un vide de direction qui a été comblé par les organisations pseudo-trotskyistes comme la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO), ainsi que par les anarchistes et d'autres militants de gauche. La LCR, en particulier, est vue par beaucoup comme combative en raison de son rôle de premier plan dans les grèves, notamment ses appels à les étendre. Mais le programme de la LCR n'est pas fondamentalement différent du programme de collaboration de classes de la bureaucratie syndicale. Depuis 30 ans, la LCR donne un soutien électoral aux coalitions de front populaire, dans lesquelles les partis tels que le PCF et le PS s'unissent aux forces bourgeoises pour gérer l'Etat capitaliste.

Comme l'a souligné à maintes reprises le dirigeant révolutionnaire Léon Trotsky, le soutien au front populaire n'est pas une tactique mais le plus grand des crimes. Parce qu'elle combat pour l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la classe capitaliste, la Ligue communiste internationale (LCI) refuse de donner le moindre soutien – même le plus critique – aux partis ouvriers participant à un front populaire. En soutenant le front populaire, les réformistes du genre de la LCR et de LO partagent la responsabilité directe des politiques racistes et anti-ouvrières de ces gouvernements capitalistes. En enchaînant les ouvriers directement à l'ordre capitaliste, les fronts populaires pavent la voie à de nouvelles attaques encore sous des régimes bourgeois de droite.

Nous, la Ligue trotskyste de France, avons mis en garde dans les récentes luttes sociales contre le danger que ces luttes débouchent dans l'impasse d'un nouveau gouvernement de collaboration de classes, comme Décembre 95 avec la Gauche plurielle de Jospin. Nous expliquions que sans une révolution socialiste qui renverse le capitalisme, tout acquis arraché aux capitalistes sera constamment attaqué et menacé d'être renversé. Dans les universités où nous intervenons, nous avons dû nous battre dans les assemblées générales pour faire respecter notre droit à la parole, car les réformistes cherchaient à limiter le débat aux questions les plus étroites

et à étouffer les débats politiques, et en particulier nos dénonciations de leur programme de pression sur la bourgeoisie et son Etat, dans leur quête illusoire d'un système capitaliste plus « social » et plus « humain ». Même si la LCR clame haut et fort son opposition à Sarkozy et son « indépendance » vis-à-vis du PS, son programme déclaré se limite à défendre l'Etat-providence. Comme nous l'écrivions dans « Il faut riposter aux attaques du gouvernement ! » (*Le Bolchévik* n° 181, septembre) : « La LCR a beau invectiver le PS ces temps-ci, cela n'empêche que depuis le début de son existence elle n'a jamais dévié de son cours de politique de pression en restant bien au chaud dans le cadre du capitalisme ». Comme l'explique l'article :

« Le système de profit est basé sur l'exploitation de la force de travail des ouvriers par la bourgeoisie, et son Etat – les flics, les prisons et les tribunaux – est dirigé contre les ouvriers pour assurer que son exploitation est maintenue et renforcée. Pour en finir une fois pour toutes avec l'oppression capitaliste il faudra une révolution ouvrière, dirigée par un parti ouvrier multiracial, qui arrache les moyens de production des mains de la bourgeoisie. »

Notre modèle, c'est le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky qui a mené le prolétariat au pouvoir dans la Révolution d'octobre 1917. Forger un tel parti exige une lutte politique contre la LCR et les autres groupes réformistes, qui sont opposés à cette perspective révolutionnaire.

LCR : des réformistes 100 % « mort du communisme »

Dans toute l'Europe de l'Ouest, les gouvernements capitalistes sont déterminés à renverser les mesures sociales qui avaient été introduites pour l'essentiel après la Deuxième Guerre mondiale, suite à la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne nazie, qui avait jeté la base de la création, quelques années plus tard, d'Etats ouvriers bureaucratiquement déformés en Europe de l'Est et en Europe centrale. Face à une classe ouvrière combative et, dans beaucoup de cas, à des partis communistes de masse, la bourgeoisie française et les autres bourgeoisies européennes avaient accepté de sacrifier un peu de leurs profits pour essayer d'amadouer les ouvriers. Mais avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique – une défaite historique pour les travailleurs et les opprimés du monde entier – les capitalistes au pouvoir attaquent massivement les acquis des ouvriers et les droits des immigrés, ainsi que les droits démocratiques en général.

En réaction à cette offensive capitaliste, il y a eu des luttes ouvrières significatives en défense des salaires et des acquis sociaux. On l'a vu récemment non seulement en France mais aussi en Allemagne, où les conducteurs de trains ont mené une grève combative et dure, la plus grande dans toute l'histoire des chemins de fer dans ce pays. Mais sous la direction des bureaucraties syndicales, ces luttes ont été, à chaque fois, canalisées vers l'impasse de la collaboration de classes. Ainsi, la vague de grèves combatives qui a secoué la France en 1995 a été détournée par les dirigeants réformistes traîtres qui ont aidé à amener au pouvoir le front populaire dirigé par le PS de Lionel Jospin. Ce gouvernement a institué plusieurs des mêmes mesures anti-ouvrières contre lesquelles le prolétariat français s'était mobilisé.

La destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a conduit à une profonde, quoique inégale, régression de la conscience politique à l'échelle internationale, au point que même les ouvriers les plus avancés n'identifient plus leurs luttes à l'aspiration à construire une société socialiste. Plus

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A

Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138

e-mail : spartcan@on.aibn.com

que partout ailleurs, cela est évident en France, où le PCF anciennement prosoviétique pouvait jadis rallier des millions de gens derrière son drapeau. *Le livre noir du communisme*, écrit en 1997 essentiellement par d'anciens militants de gauche français, a fourni l'occasion d'une campagne internationale de calomnies hystériques contre la Révolution d'octobre 1917 et le Parti bolchévique de Lénine.

La LCI a lutté jusqu'au bout pour défendre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Allemagne de l'Est et d'Europe de l'Est contre l'impérialisme et la contre-révolution interne. Nous avons appelé à la révolution politique prolétarienne pour renverser les régimes staliniens nationalistes qui sapaient ces Etats ouvriers. Aujourd'hui nous avançons le même programme en défense des Etats ouvriers déformés qui subsistent, la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba. C'est une partie essentielle de notre combat pour construire des partis trotskystes pour diriger la lutte pour de *nouvelles révolutions d'Octobre*. Comme Trotsky l'affirmait avec insistance en avril 1940 en polémique contre ceux qui, sous l'influence des impérialistes au pouvoir dans leur pays, rejetaient la défense de l'Union soviétique sur la base qu'elle était dirigée par le régime stalinien : « Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes, n'en fera jamais de nouvelles » (*Défense du marxisme*).

De pair avec leur collaboration de classes « chez nous », la LCR et d'autres groupes « d'extrême gauche », de façon criminelle, ont activement soutenu les menées des impérialistes pour détruire la patrie de la révolution d'Octobre. En Pologne, la LCR, tout comme LO, s'était faite le champion de Solidarność que nous, trotskystes, avons dénoncé comme un syndicat-maison de la CIA et du Vatican. La LCR s'est jointe aux impérialistes pour dénoncer l'Union soviétique après l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, au côté d'un gouvernement nationaliste modernisateur assiégé par les *moudjahidin* anti-femmes. Elle a par la suite applaudi la contre-révolution capitaliste en Union soviétique même, et soutenu Boris Eltsine et sa racaille réactionnaire. La LCR a depuis explicitement renié la dictature du prolétariat et cherche à se dissocier de la révolution d'Octobre.

Cette même LCR qui a apporté sa pierre à la contre-révolution capitaliste en Union soviétique parle maintenant de construire un parti « anticapitaliste » en France, pour unir dissidents du PCF, écologistes et militants de gauche en tout genre, avec comme objectif de construire un nouveau front populaire. La LCR veut abandonner toute référence au « trotskysme », et supprimer les mots « communiste » et « révolutionnaire » (qui sont déjà vides de sens pour elle) du nom du parti.

L'« anticapitalisme » est devenu un terme à la mode pour la « gauche » anticommuniste que l'on rencontre notamment dans les « forums sociaux ». Ces coalitions front-populistes, dont la LCR fait la promotion avec gourmandise, sont financées par la Fondation Ford et par divers gouvernements bourgeois, et servent à canaliser ceux qui critiquent le brigandage impérialiste vers l'impasse du réformisme bourgeois. Le gouvernement bourgeois de Lula, un des principaux sponsors des « forums sociaux », a compté dans ses rangs plusieurs années de suite un certain Miguel Rossetto, membre de l'organisation sœur de la LCR au Brésil. En tant que ministre du Développement agricole, Rossetto était l'ennemi des paysans sans-terre et des pauvres des campagnes. La LCR acclame aussi le régime populiste bourgeois d'Hugo Chávez du Venezuela qui a soutenu la répression brutale des jeunes de banlieue par Chirac, il y a deux ans.

Municipales: LO/LCR candidats à gérer l'Etat bourgeois

La victoire électorale de Sarkozy a provoqué une crise au PS et dans d'autres organisations de gauche, dont le PCF qui a récolté moins de 2 % des voix. Le candidat de la LCR aux présidentielles, Olivier Besancenot, a obtenu 4 % des voix, principalement parce qu'il se présentait comme un critique du PS. Ceci malgré le fait qu'au deuxième tour des élections, la LCR, conformément à sa pratique historique, appelait à « virer la droite en 2007 » – autrement dit, à voter Royal. En 2002, cette politique avait conduit la LCR à se joindre à une alliance, allant des partis bourgeois de droite à « l'extrême gauche », qui s'était mobilisée derrière l'appel à voter pour le prédécesseur de Sarkozy, Jacques Chirac, contre le fasciste Jean-Marie Le Pen.

Avec un PCF à la dérive, la LCR perçoit une occasion de devenir un groupe de pression significatif sur le flanc gauche du PS. Et avec son profil élevé dans les récentes grèves, la LCR cherche à maximiser son score aux élections municipales du printemps prochain afin de faire pression pour un nouveau front populaire. Comme le dit Alain Krivine, dirigeant de la LCR, « l'adversaire n'est pas le PS mais Sarkozy, la droite et le Medef. Si aujourd'hui on a des désaccords, c'est sur la façon de combattre Sarkozy » (site internet de la LCR).

Quant à LO, après que sa candidate Arlette Laguiller avait réalisé le pire score de ses six campagnes présidentielles (1,3 % des voix), elle a immédiatement appelé à voter Royal au deuxième tour, « sans réserve » mais « sans illusion » (*Lutte Ouvrière*, 27 avril). Lutte ouvrière négocie maintenant dans plusieurs villes sa participation aux listes pour les municipales dirigées par le PS ou le PCF, et qui incluront aussi, à certains endroits, les Verts petits-bourgeois et les Radicaux de gauche bourgeois. Laguiller reconnaît franchement que LO avait déjà envisagé une telle initiative pour les municipales de 2001, mais qu'à l'époque « le Parti socialiste et le Parti communiste étaient au gouvernement et s'y comportaient comme la droite aujourd'hui, ce que nous ne voulions pas cautionner » (*Lutte Ouvrière*, 7 décembre). Donc quand la « gauche » n'est pas au pouvoir, LO, comme la LCR, s'emploie à rameuter la classe ouvrière derrière les forces de la trahison front-populiste au nom de la lutte pour « battre la droite », empêchant les ouvriers de prendre conscience de la nécessité de l'indépendance de classe. Une fois « leur » gouvernement élu sans encombre, ces réformistes pourront à nouveau tranquillement se mettre au bord de la route pour recommencer à les critiquer.

LO et la LCR reconnaissent ouvertement recevoir l'argent que l'Etat capitaliste octroie aux partis politiques sur la base de leurs scores électoraux, de leur nombre de députés, etc. Concernant ces pratiques corrompues, nous ne pouvons que répéter l'antique adage : « Qui paie les violons choisit la musique. » Comme pour tous les réformistes, le but ultime de la LCR et de LO est de gérer l'Etat capitaliste. Besancenot ne fait pas mystère de son intention de rejoindre un gouvernement de coalition qui se proclamerait « anticapitaliste ». De son côté, Georges Kaldy, un des dirigeants de LO, déclare carrément : « Gérer une municipalité ne nous gêne pas » (*le*

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Monde, 27 novembre). Et LO pourrait bien voir ses souhaits exaucés ! A Aubervilliers, LO est en voie de participer à la liste conduite par le PCF. C'est à Aubervilliers, en septembre dernier, que le maire PCF a appelé les CRS pour évacuer des dizaines d'immigrés africains qui, désespérés de ne pas avoir un toit, s'étaient installés dans des tentes. Le PCF les avait précédemment accusés devant un tribunal de « trouble à l'ordre public ». L'ambition de LO d'aider le PCF à gérer l'Etat capitaliste à Aubervilliers est parfaitement cohérente avec sa position que l'Etat capitaliste peut servir les intérêts des travailleurs. En 2005 déjà, LO avait scandaleusement justifié l'expulsion par le PCF de 43 familles africaines : « Une municipalité comme Aubervilliers, ainsi que les chiffres l'attestent, n'est pas de celles qui se débarrassent des pauvres et les envoient voir ailleurs, comme le fait Paris par exemple » (*Lutte Ouvrière*, 17 juin 2005). La nature même du municipalisme, c'est de gérer la pénurie capitaliste et d'assumer la responsabilité d'imposer la discrimination raciste pour partager les parts d'un gâteau toujours en train de rétrécir, qu'il s'agisse de logement, d'éducation ou autres.

Dans une polémique contre la LCR et LO écrite au début de cette année, la LTF affirmait l'opposition de principe de la LCI à présenter des candidats à des postes exécutifs dans les élections. Cet article soulignait que le cœur de l'Etat bourgeois est constitué de détachements spéciaux d'hommes armés qui disposent du monopole de la violence légale. Nous ajoutons :

« Sous le capitalisme, le pouvoir exécutif, comme celui du président de la République, signifie assumer la responsabilité de commander ces bandes armées pour le compte de la bourgeoisie. Et pour le maire c'est la même chose au niveau municipal ; il a les pouvoirs de police, sous l'autorité du préfet [...].

« Notre raison d'être est d'amener les travailleurs à la compréhension que dans toute révolution socialiste l'Etat bourgeois doit être détruit et remplacé par la dictature du prolétariat. Lénine a enseigné cela, et toute l'histoire l'a montré. De se présenter à des élections pour des postes exécutifs représente donc un obstacle à notre but stratégique. »

– *le Bolchévik* n° 179, mars 2007

La classe ouvrière a besoin d'une direction révolutionnaire

D'après un rapport officiel rendu public en 2006, 57 % au mieux des financements des syndicats français proviennent des cotisations de leurs membres. La CFDT reconnaît recevoir plus d'un quart de ses revenus, directement ou indirectement, de différentes sources gouvernementales. Le gouvernement Sarkozy et le PS s'acheminent vers une « réforme » qui intégrerait encore davantage les syndicats à l'Etat capitaliste. Cette mesure exige des fédérations syndicales qu'elles rendent leurs comptes publics et que l'Etat les subventionne sur la base du résultat des élections professionnelles.

Les bureaucrates syndicaux reposent sur une couche relativement privilégiée de travailleurs, en grande partie des hommes, français ou d'origine européenne, qui bénéficient des miettes que leur jettent les impérialistes. Sur la base de ces privilèges, les chefs syndicaux colportent l'illusion que les travailleurs auraient des intérêts communs avec « leur » bourgeoisie. Dans le cadre de notre combat pour forger un parti d'avant-garde léniniste, nous appelons à une nouvelle direction, révolutionnaire, des syndicats, qui défendra l'indépendance complète du mouvement ouvrier par rapport aux capitalistes et à leur Etat.

Le programme de la collaboration de classes qui définit la bureaucratie syndicale et les réformistes, façon PS/PCF ou « extrême gauche », encourage la bourgeoisie à intensifier ses

attaques contre les travailleurs et les minorités ethniques. Quand, il y a deux ans, les jeunes des banlieues se sont révoltés contre la terreur policière et l'oppression raciste, le PS et le PCF – et derrière eux LO – ont refusé de défendre ces jeunes et ont appelé au rétablissement de « l'ordre » capitaliste raciste.

Les syndicats doivent se mobiliser pour défendre toutes les victimes de la bourgeoisie, exiger les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et s'opposer à la campagne Vigipirate de terreur policière raciste. Ceci inclut de défendre les jeunes des banlieues (en majorité citoyens français) qui subissent des discriminations et un chômage massifs, et qui sont même interdits d'entrée dans les boîtes de nuit. Mais les minorités, en France, ne sont pas simplement des victimes impuissantes de l'oppression. Comme nous l'écrivions dans un tract distribué pendant la grève de l'usine PSA Citroën d'Aulnay (reproduit dans *le Bolchévik* n° 180, juin 2007) : « Cette grève montre où se trouve la puissance sociale des jeunes issus de l'immigration africaine et maghrébine, [...] c'est dans leur relation aux moyens de production, en tant que travailleurs, pas en exprimant leur colère de façon brute en brûlant des voitures et des écoles en réaction à l'oppression raciste et à la terreur des flics dans "la belle France". »

Non seulement la France a le plus bas taux de syndicalisation de tous les pays industrialisés – moins de 5 % dans le secteur privé – mais le mouvement syndical est divisé en une constellation de fédérations, dont beaucoup sont directement dirigées par les partis réformistes. La bourgeoisie française pratique depuis longtemps l'art d'exploiter ces divisions. Après la grève des cheminots d'octobre dernier, le gouvernement avait conclu un accord séparé avec un des syndicats de conducteurs de trains, dont la participation à la grève avait été cruciale. La classe ouvrière a besoin d'une direction révolutionnaire des syndicats. Une telle direction se battra pour l'unité la plus large dans la lutte. Dans ce combat, elle devra organiser tous les ouvriers d'une même branche dans un seul syndicat, au lieu des divisions actuelles des syndicats par appartenance politique ou par catégorie professionnelle qui sont un cadeau fait aux patrons. **Une industrie, un syndicat !** Il est nécessaire de **syndiquer les non-syndiqués**, en mettant particulièrement l'accent sur les minorités et les femmes, qui sont particulièrement exposées au temps partiel et au travail précaire.

Les luttes actuelles en France montrent que les réformes seront toujours réversibles aussi longtemps que le pouvoir reste entre les mains des exploiters capitalistes. Dans une présentation donnée au lendemain des mobilisations massives contre le « contrat première embauche » du gouvernement Chirac, qui représentait une attaque contre les jeunes travailleurs, un représentant de la LTF déclarait :

« Les travailleurs ont la puissance sociale nécessaire pour renverser le système capitaliste. Ce qui leur manque pour mener la lutte à son terme, c'est la conscience de leur force et de leur responsabilité historique d'être les fossoyeurs de l'ordre capitaliste. Il leur manque aussi la direction révolutionnaire qui les conduira à la victoire que les ouvriers russes ont remportée en Octobre 1917. Notre tâche est de construire un parti pour gagner la majorité de la classe ouvrière à notre perspective révolutionnaire. Nos opposants politiques sont un obstacle à cela parce qu'en expliquant continuellement aux ouvriers que tout ce qu'ils peuvent espérer c'est de ralentir le rythme des attaques, ils préparent de graves défaites pour le prolétariat. Construire des partis révolutionnaires – sections nationales d'une Quatrième Internationale reforcée – est la tâche centrale à laquelle nous sommes confrontés, une tâche que nous accomplirons. Nous vous appelons à faire votre combat, et à nous rejoindre ! »

– *Adapté de Workers Vanguard* n° 904, 7 décembre

Meeting du CDDS...

Suite de la page 32

tion de Mumia. Myriam Benoît, du CDDS, qui présidait les débats, a ouvert le meeting en le dédiant à la mémoire de notre cher camarade Gérard Le Méteil, mort le 3 septembre dans des circonstances inconnues alors qu'il avait été arrêté par la police pour un délit mineur : « Ce meeting représente aussi son travail. Il s'est battu jusqu'au bout pour la libération de Mumia Abu-Jamal, et nous continuerons sa bataille. » Elle ajoutait ensuite : « L'oppression des Noirs aux Etats-Unis a ses racines dans l'esclavage. L'Etat veut exécuter Mumia, par le lynchage légal, pour donner un message à tous ceux qui s'opposent à ce système raciste. »

Un des fils conducteurs du meeting était la similarité entre la lutte pour la libération de Mumia et le combat contre les machinations politiques et l'oppression raciste, non seulement aux Etats-Unis mais aussi en France. Le gouvernement de droite de Nicolas Sarkozy a lancé un défi au mouvement ouvrier en s'attaquant au droit de grève lui-même et en remettant en cause les acquis des travailleurs, depuis les retraites jusqu'à la Sécurité sociale. Appliquant la vieille tactique du diviser pour régner, ce gouvernement a intensifié la campagne raciste anti-immigrés de la bourgeoisie française dans le but de saper toute lutte de classe contre ces attaques. Pendant que les flics répandent la terreur raciste dans les banlieues, une loi scélérate est en préparation pour ériger de nouveaux obstacles à l'immigration et même introduire des tests ADN pour ceux qui demandent à bénéficier du regroupement familial.

La participation de syndicalistes montrait le type de puissance sociale de la classe ouvrière qui peut et doit être mobilisée pour obtenir la libération de Mumia. Depuis la tribune, Myriam Benoît lut plusieurs déclarations de syndicats, qui toutes soulignaient l'innocence de Mumia. Dans son intervention, Jimmy Duclos rapporta que beaucoup de ses collègues cheminots étaient facilement convaincus que Mumia est un prisonnier politique et une victime de la répression raciste. « Mais », ajouta-t-il, « quand il s'agit de dénoncer le racisme qui existe en France, lorsqu'on parle de la juste révolte des banlieues qui a eu lieu en 2005 suite à la mort de Zyed et Bouna, là des collègues expriment leur désaccord. » Il nota une certaine tendance, notamment parmi les travailleurs les plus âgés, à estimer que la France, où la peine de mort a été abolie, serait plus démocratique que les Etats-Unis.

En réponse à une question de la salle, Xavier Brunoy, parlant au nom de la LTF, déclara que la peine de mort en France « a été officiellement abolie en 1981 par le gouvernement Mitterrand, mais si on regarde depuis 1981 le nombre de jeunes qui sont morts dans des commissariats en France, on voit que la peine de mort est appliquée dans le concret par les flics ». Une militante du mouvement d'aide aux sans-papiers rappela l'affaire récente d'un jeune immigré grièvement blessé après avoir sauté d'une fenêtre en tentant d'échapper à une rafle policière.

La puissance sociale du mouvement ouvrier doit être mobilisée pour soutenir la cause de Mumia, sur la base des preuves irréfutables de son innocence et de la ferme conviction qu'il est la victime d'une machination politique raciste. Pourtant, beaucoup parmi les libéraux et les réformistes qui s'activent autour du cas de Mumia ont cherché à faire obstacle au développement d'une campagne de défense lutte de classe basée sur une vision marxiste de l'Etat capitaliste et de son système judiciaire. Ceci transparait clairement dans une



Daniel Carreno, SUD-TMT, avec un de ses collègues

Le Bolchevik

déclaration publiée en septembre dernier sur le site web du Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal, soutenu par le PCF. On peut y lire que cette organisation « a décliné l'invitation d'intervenir à ce meeting, jugeant inopportun de polémiquer publiquement avec une organisation qui dénonce "les tentatives de dévier la lutte pour Mumia vers le système d'injustice bourgeois" ». Comme l'expliquait l'appel au meeting du CDDS, ce genre de travail de sape est précisément le programme derrière l'appel signé par des centaines de notables et de politiciens publié en février 2006 dans *l'Humanité*, et qui appelait à un « nouveau procès équitable ». Pour faire bonne mesure, la déclaration du Collectif unitaire national exprime le pieux espoir de « faire reconnaître par la Cour d'Appel Fédérale le déni de justice qui l'a conduit à la condamnation à mort ».

Nous sommes catégoriquement opposés à la stratégie de confiance dans l'Etat capitaliste. En même temps, nous avons toujours soutenu qu'il fallait un travail judiciaire scrupuleux en défense de Mumia. Le PCF, et d'autres groupes avec lui, essaient de faire passer leur stratégie de mobilisations autour de l'appel à un « nouveau procès » en prétendant qu'elle est en accord avec ce que souhaite Mumia. Rachel Wolkenstein a réfuté cet argument lors d'un meeting appelé par le PDC à Londres, en mai dernier : « Je connais Mumia Abu-Jamal, et je travaille avec lui depuis février 1987. Je lui rends régulièrement visite – avant de devenir son avocate, quand je suis devenue son avocate et après que j'ai arrêté d'être son avocate, y compris il y a une semaine. Il est parfaitement au courant de chacun des mots que j'ai prononcés ici. »

Comme l'expliqua Daniel Carreno dans son intervention au meeting du CDDS : « Demander un nouveau procès, c'est admettre l'hypothèse de la culpabilité de Mumia, malgré les multiples preuves de son innocence. »

La déclaration du Collectif unitaire national regrette que la lutte pour Mumia « n'a rien à gagner avec des querelles politiques de ce genre ». Bien au contraire. Il est malheureux que ce groupe n'ait pas participé au meeting pour y défendre ses positions, car ce genre de débat est nécessaire pour clarifier la voie à suivre dans le combat pour la libération de Mumia. Le Collectif pleurniche sur « l'unité », mais ce qu'il entend par là n'a rien à voir avec une authentique défense de front unique : se mobiliser dans l'action sur des mots d'ordre communs, avec une pleine liberté de critique. Lors du forum du PCF à la Fête de *l'Humanité*, en septembre dernier, l'animateur du débat a tenté d'empêcher Myriam Benoît de parler quand elle a commencé à annoncer le meeting du CDDS du 29 septembre. Plusieurs militants du PCF sont intervenus pour la libération de Mumia, mais le titre du forum disait autre chose : « 80 ans après l'exécution de Sacco et Vanzetti, Mumia Abu-Jamal bénéficiera-t-il enfin d'un nouveau procès pour défendre son innocence ? »

Pendant le meeting du CDDS, Rachel Wolkenstein a

dénoncé les illusions mortelles dans l'Etat capitaliste qui sous-tendent les appels à un nouveau procès :

« Ces libéraux bourgeois et ces réformistes argumentent que le mouvement politique pour Mumia doit être restreint à ce que les avocats font, aux limites des procédures dans les tribunaux bourgeois. Ils argumentent qu'exiger la libération de Mumia, affirmer son innocence et qu'il n'aurait jamais dû passer un seul jour en prison, que la légalité bourgeoise a un parti pris de classe et de race, cela divise. »

La politique de défense lutte de classe signifie aucune illusion dans l'injustice capitaliste, et toute la confiance dans le pouvoir des masses. Cette conception est la clé pour la victoire dans le combat pour la libération de Mumia. Nous publions ci-dessous, revus et corrigés pour publication, des extraits de la présentation de Rachel Wolkenstein, du Partisan Defense Committee (USA), la présentation de Xavier Brunoy (LTF) ainsi que des extraits du discours d'Henri Alleg, et l'intervention depuis la salle de Bruce André (Spartacist League/U.S.) pendant le débat.

* * *

Rachel Wolkenstein, Partisan Defense Committee

Dans l'histoire de la classe ouvrière, les causes de prisonniers de la guerre de classes ont souvent marqué des générations politiques entières. Le 23 août marque le 80^e anniversaire des exécutions des immigrés italiens et ouvriers anarchistes Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, en 1927 aux Etats-Unis, une affaire dont les ondes de choc ont secoué, et



Le Bolchévick

Rachel Wolkenstein

continuent à secouer, le monde entier. Aujourd'hui, nous sommes à la veille d'une décision judiciaire dans le cas de Mumia dont la cause, en tant qu'activiste noir radical et journaliste condamné à mort pour ses opinions et ses activités politiques, est la cause de notre génération. Le cas de Mumia est parallèle à celui de Sacco et Vanzetti, judiciairement et politiquement. C'est à nos

risques et périls, et au péril de la vie même de Mumia, que nous refuserions d'assimiler les leçons de cette histoire.

Sacco et Vanzetti étaient parmi les anarchistes pris pour cibles de la répression pendant l'hystérie anti-rouges qui a suivi la Révolution russe. Mumia avait été pris pour cible par le FBI et les flics de Philadelphie depuis l'époque où, à l'âge de 15 ans, il était le porte-parole des Black Panthers, et plus tard, il s'était aussi attiré leur haine en défendant l'organisation MOVE. La condamnation de Mumia, au terme d'une machination, faisait partie intégrante de l'offensive judiciaire et politique du gouvernement américain à la suite de sa défaite au Vietnam et du début des années Reagan.

Dans les deux affaires, le tribunal était présidé par des juges ouvertement hostiles aux accusés. En 1924, après avoir rejeté une requête pour un nouveau procès de Sacco et Van-

zetti, le juge Webster Thayer avait dit : « Vous avez vu ce que j'ai fait l'autre jour à ces salauds d'anarchistes ? » A l'époque du procès de Mumia, en 1982, une sténographe de tribunal avait entendu le juge Albert Sabo se vanter qu'il allait « aider à faire griller le n---e ».

Tous les moyens utilisés pour faire condamner Sacco et Vanzetti – jurés triés sur le volet, dissimulation de preuves, pressions sur les témoins, expertises balistiques truquées, utilisation du passé politique des accusés pour susciter l'hostilité du jury – seraient employés à nouveau dans le procès de Mumia, 60 ans plus tard. Le procureur Joseph McGill argumenterait devant un jury presque totalement blanc que l'appartenance de Mumia au Black Panther Party, 12 ans plus tôt, prouvait qu'il avait prémédité de tuer un flic.

La preuve la plus spectaculaire que Sacco et Vanzetti, et plus tard Mumia, n'ont pas commis les crimes pour lesquels ils ont été condamnés à mort, ce sont les aveux de criminels professionnels qui les innocentent. Et dans les deux affaires, les tribunaux ont rejeté cette preuve. En novembre 1925, Celestino Medeiros, dans la prison où il attendait d'être jugé en appel de la condamnation prononcée en 1924 pour le meurtre du vigile d'une banque, fit passer à Sacco une note déclarant : « J'avoue ici être impliqué dans le crime de la fabrique de chaussures de South Braintree, et que Sacco et Vanzetti n'étaient pas impliqués dans ledit crime. » Medeiros signa par la suite une déclaration sous serment où il affirmait que le braquage avait été perpétré par un gang qui était recherché pour une série de braquages de trains. Bien que les membres du gang aient correspondu aux descriptions faites par les témoins du braquage, la cour d'appel refusa de tenir compte des aveux de Medeiros.

En 1999, Arnold Beverly, dans une déclaration sous serment, affirma que c'était lui, et non Mumia, qui avait tiré sur l'agent de police Faulkner et l'avait tué. Selon Beverly, il avait été engagé pour cela, ainsi qu'une autre personne, par des flics et la pègre parce que Faulkner gênait des flics corrompus en interférant avec le racket, les pots-de-vin, le trafic de drogue, etc. Le témoignage de Beverly est corroboré par une montagne de preuves, et donne une cohérence à des éléments auparavant non expliqués : la trajectoire des balles, comment Mumia s'est fait tirer dessus, la personne portant une veste de treillis verte aperçue par cinq témoins, dont deux flics, et plein d'autres choses encore. Beverly m'avait fait ces aveux en 1999, quand j'étais membre de l'équipe des avocats de Mumia et en charge des enquêtes. J'ai démissionné cette année-là quand l'avocat principal de Mumia, Leonard Weinglass, a escamoté les aveux de Beverly. Deux ans plus tard, Weinglass a été licencié par Mumia parce qu'il avait violé le secret professionnel. En 2001, les nouveaux avocats de Mumia ont présenté les aveux de Beverly, et les preuves qui les corroborent, devant les tribunaux d'Etat et les tribunaux fédéraux qui n'ont même pas daigné les examiner.

Jusqu'au jour de l'exécution de Sacco et Vanzetti, l'International Labor Defense (ILD), la section américaine du Secours rouge international fondé par l'Internationale communiste, a mené une lutte infatigable pour l'unité d'action, sur la base de la lutte de classe, pour les défendre. L'ILD était favorable à l'utilisation de tous les moyens judiciaires disponibles en faveur de Sacco et Vanzetti. Mais comme insistait James P. Cannon, dirigeant du Parti communiste qui était à la tête de l'ILD, le combat pour Sacco et Vanzetti devait être porté devant la « cour suprême des masses ». Ceux qui faisaient confiance à la justice bourgeoise ont mené une offensive contre le PC et l'ILD, à coups de calomnies, d'exclusions

des partisans du PC et de l'ILD des actions appelées par d'autres, et même d'agressions physiques.

L'ILD a fait connaître le combat de Sacco et Vanzetti, et a organisé des rassemblements et des grèves politiques pour exiger leur libération. L'ILD a mobilisé sur la base du front unique, en cherchant à réaliser l'unité maximum dans la lutte des différentes organisations qui étaient pour la défense de Sacco et Vanzetti, tout en laissant clairement s'exprimer les divergences politiques entre le PC/ILD et les autres groupes. Le mot d'ordre « marcher séparément, frapper ensemble » conjugue les deux objectifs de la tactique du front unique : l'unité de classe et le combat politique pour un programme communiste authentique.

L'ILD a mené une dure bataille politique contre ceux qui érigeaient des obstacles à une défense lutte de classe de Sacco et Vanzetti. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des obstacles similaires, et à d'autres encore, dans nos efforts pour mobiliser des actions de protestation centrées sur le mouvement ouvrier pour exiger la libération de Mumia, sur la base qu'il est innocent. L'affaire Sacco et Vanzetti s'est produite dans une période marquée par la révolution d'Octobre, qui a été un exemple pour les militants combattifs dans le monde, et qui a tracé une ligne de démarcation entre ceux qui défendaient l'Union soviétique et ceux qui se rangeaient du côté du pouvoir capitaliste.

Le monde d'aujourd'hui porte profondément la marque de l'impact de la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier soviétique en 1991-1992, après des décennies de trahisons staliniennes. Tandis que la bourgeoisie proclame le mensonge de la « mort du communisme », le gros de la gauche, qui s'était majoritairement alignée sur les campagnes antisoviétiques des impérialistes, place son activité politique totalement dans le cadre de l'ordre capitaliste soi-disant « démocratique ».

C'est pourquoi, alors que dans l'affaire Sacco et Vanzetti c'était l'accusation qui mettait en cause les aveux de Medeiros, aujourd'hui beaucoup de libéraux et de membres de la gauche réformiste qui affirment défendre Mumia traînent dans la boue les aveux de Beverly, et jettent même un doute sur la déclaration faite par Mumia lui-même comme quoi il n'a pas tiré sur Daniel Faulkner. Pourquoi des gens qui affirment défendre Mumia sont-ils agnostiques sur la question de son innocence, et attaquent-ils les aveux de Beverly ? C'est parce que ces aveux établissent clairement que la machination contre Mumia n'était pas le fait d'un flic, d'un procureur ou d'un juge déviants, mais le fonctionnement tout entier du système d'injustice capitaliste.

Les libéraux bourgeois veulent « assainir » le système capitaliste et éliminer ses « excès ». Mais dans le cas de Mumia, la machination contre un activiste noir n'est pas un « excès » – c'est ce que veut dire la peine de mort dans l'Amérique raciste. Les marxistes savent que les tribunaux, les flics, les prisons et les forces armées sont les composantes clé de l'Etat capitaliste – un appareil de violence organisée pour protéger le pouvoir et les profits de la classe exploiteuse. Cette conception est directement contraire au cadre libéral bourgeois de ceux qui embrassent ce même système de « justice » qui, à tous les niveaux, déclare, comme dans la tristement célèbre affaire Dred Scott dont le verdict avait été une confirmation de l'esclavage aux Etats-Unis, que Mumia n'a aucun droit qu'il soit tenu de respecter.

En 1995, quand le premier ordre d'exécution a été signé, il y a eu des actions de protestation dans le monde entier sur la base du soutien à la cause de Mumia, actions en grande partie

basées sur des syndicats représentant des millions de personnes. De l'Afrique du Sud à la France, et même aux Etats-Unis, il y a eu des mobilisations construites sur la base que la condamnation-machination de Mumia était politique et raciste, que sa condamnation à mort était un appel au lynchage judiciaire raciste. A partir de ces mobilisations, et avec chaque nouvelle preuve de l'innocence de Mumia et de la machination de l'Etat, une puissante campagne internationale pour exiger la libération de Mumia, centrée sur le mouvement ouvrier, aurait pu être construite. Les particularités mêmes du cas de Mumia offrent de puissantes leçons démontrant que sa libération ne peut être arrachée que par l'action indépendante de la classe ouvrière, agissant avec la conscience de la puissance sociale qu'elle a de refuser de fournir sa force de travail, de paralyser l'industrie, les communications et les transports. Le cas de Mumia a le pouvoir de renforcer la combativité ouvrière, la solidarité de classe et la compréhension que la lutte pour les droits des Noirs, les droits des immigrés, et la lutte pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression sont *une même* lutte.

Au lieu de cela, la campagne pour Mumia a été démobilisée par les organisations de gauche et les groupes réformistes qui ont subordonné l'appel à sa libération à celui pour un nouveau procès. Au fond, le mot d'ordre du « nouveau procès » est un appel aux libéraux bourgeois qui voient dans le cas de Mumia non pas une machination contre un innocent, mais une « erreur judiciaire » isolée. Ils cherchent à en appeler aux éléments de « l'opinion publique » pour qui l'enfer judiciaire où Mumia a été précipité est une tache sur l'image de la « justice » américaine. Ou ils en appellent à l'Europe, pour opposer la démocratie supposément plus grande des bourgeoisies européennes par rapport aux Etats-Unis.

Le « nouveau procès » résume un programme de confiance dans la capacité de la classe capitaliste, de ses politiciens et de ses tribunaux de rendre justice à ceux qui luttent pour les opprimés. Ceci a retardé la prise de conscience politique de ceux qui ont rejoint la lutte, et en fin de compte cela a démobilisé le mouvement pour la libération de Mumia. En prêchant que le prochain tribunal serait *le* tribunal qui offrira à Mumia un nouveau procès, un procès équitable, ça a aussi démoralisé les jeunes et les travailleurs qui avaient initialement rallié le combat pour Mumia parce qu'ils y voyaient le reflet de leur propre combat contre « le système », tel qu'ils le comprennent. Et c'est le rôle des réformistes dans la gauche – qu'il s'agisse du Parti communiste en France ou des minuscules groupes de gauche aux Etats-Unis – de maintenir la classe ouvrière et ses alliés enchaînés à l'idée de l'inviolabilité de l'Etat.

La raison pour laquelle Mumia risque toujours la mort ou l'enfer de la prison à vie, c'est que le système d'injustice capitaliste – soutenu par les deux partis du capitalisme américain, les Démocrates et les Républicains – est déterminé à intimider, à réduire au silence et à punir ceux qui élèvent leur voix et leurs actions en opposition. C'est une autre leçon de l'affaire Sacco et Vanzetti. La détermination de la bourgeoisie à tuer Mumia ou à l'emprisonner à vie n'est pas moindre que pour les deux martyrs anarchistes.

James Cannon notait que « les maîtres industriels de l'Amérique » qui ont perpétré l'exécution de Sacco et Vanzetti pour porter un coup au mouvement ouvrier tout entier « n'étaient pas sans alliés, tant conscients qu'inconscients, dans le camp des ouvriers eux-mêmes ». « Sacco et Vanzetti seront morts en vain », écrivait-il, « si la signification réelle et les causes de leur martyre ne sont pas comprises, dans toutes leurs implications. » Ces leçons sont effectivement d'une

importance cruciale dans la lutte contre la répression capitaliste aujourd'hui, et elles prennent une urgence particulière *maintenant*, dans le combat pour la libération de Mumia Abu-Jamal.

Nous n'avons pas besoin de nouveaux martyrs, et nous n'en voulons pas. Mumia ne doit pas devenir un martyr de la vindicte raciste du capital américain. En 1995, ce sont des mobilisations internationales, y compris de la classe ouvrière, qui ont arrêté l'ordre d'exécuter Mumia. Le pouvoir de libérer Mumia existe, dans la classe ouvrière internationale. Notre tâche est de nous battre pour libérer ce pouvoir. *Libération immédiate de Mumia !*

Xavier Brunoy, LTF

Nous tenons ce meeting pour la libération de Mumia alors que le gouvernement Sarkozy est en train de mener de nouvelles attaques contre la classe ouvrière. Dans la continuité des gouvernements précédents, de droite comme de gauche, Sarkozy veut que les capitalistes français prospèrent encore plus grâce à l'exploitation des ouvriers et il veut que l'impérialisme français soit plus compétitif face à ses concurrents. Et comme toujours, il s'appuie sur la terreur raciste.

L'exploitation, l'oppression raciste sont la base du système capitaliste de profits. Les soi-disant socialistes et soi-disant révolutionnaires font croire à la classe ouvrière qu'on peut réformer le capitalisme pour qu'il serve les intérêts de toutes les classes, ils colportent le mensonge que le capitalisme pourrait être plus favorable aux ouvriers. Beaucoup de luttes ouvrières, dans l'histoire, ont été sabotées par leurs directions qui pratiquent la collaboration de classes. En France, l'alliance des partis ouvriers-bourgeois, comme le PC et le PS, avec des partis bourgeois, que ce soient les Radicaux en 1936, ou les Verts ou les chevènementistes d'aujourd'hui, a été depuis des décennies l'archétype de la collaboration de classes. C'est cette collaboration de classes qui a pavé la voie aux attaques actuelles et à la montée de la réaction.

Pour pouvoir gagner, les ouvriers doivent être indépendants des capitalistes. Tous les acquis de la classe ouvrière, toutes les réformes ont été arrachées à la bourgeoisie par la lutte militante des ouvriers. Contre le programme de collaboration de classes et de capitulation des bureaucraties syndicales et des réformistes, la classe ouvrière a besoin d'une direction révolutionnaire. Elle a besoin d'un parti révolutionnaire multiethnique dont le programme permettra à la classe ouvrière de prendre conscience de son rôle historique pour renverser par une révolution ouvrière le système capitaliste, un système qui ne génère que misère, guerres, racisme, sexisme et oppressions. A la tête de tous les opprimés la classe ouvrière mettra en place une société dont le but sera la satisfaction des besoins de la population et non la recherche des profits. Une telle société devra se baser sur une économie planifiée internationalement et sur la démocratie des soviets.

La classe ouvrière n'a pas besoin d'un nouveau parti réformiste avec un nouvel emballage duquel les mots « communiste » et « révolutionnaire » seront gommés, comme la LCR ou le PCF en discutent en ce moment. Elle n'a pas besoin d'un énième parti dont le but est de faire pression sur la démocratie bourgeoise et d'obtenir quelques miettes.

La lutte pour la libération de Mumia Abu-Jamal – la voix des sans-voix, éloquente plume et puissante voix contre le racisme et l'injustice, non seulement aux USA mais dans le monde – fait partie du travail d'un parti révolutionnaire pour que la classe ouvrière se mobilise, qu'elle reprenne confiance en elle-même et que sa conscience progresse.

L'Etat français est en guerre permanente contre les immigrés et les populations musulmanes, avec contrôles au faciès, descentes de police, rafles, expulsions, etc. La classe ouvrière de ce pays ne pourra jamais faire la révolution si elle ne met pas en haut de son drapeau la lutte contre la terreur raciste et la défense des immigrés et de leurs enfants. Non seulement le racisme divise et paralyse les luttes de la classe ouvrière, mais il sape la capacité de la classe ouvrière à prendre conscience. Les dernières grèves dans l'industrie, comme celle de PSA Aulnay au printemps dernier, ont montré que les jeunes de banlieue issus de l'immigration ne sont pas que des victimes sans pouvoir de la terreur de l'Etat bourgeois. Ils sont partie prenante de l'économie et sont une composante stratégique de la classe ouvrière pour en finir avec le capitalisme.

L'Etat n'est que le conseil d'administration chargé de gérer les affaires de la classe capitaliste. Sa principale fonction est de maintenir la domination de la bourgeoisie qui a, en face d'elle, la classe ouvrière et tous les opprimés. La fonction essentielle de l'Etat est donc la répression et les flics, les matons et les juges en sont le cœur. C'est pourquoi cet Etat bourgeois ne peut pas être réformé ni mis au service de la classe ouvrière. Il doit être renversé par une révolution socialiste et remplacé par un Etat ouvrier. Cette position marxiste distingue les réformistes des révolutionnaires. L'histoire des luttes ouvrières et des luttes des opprimés contre le capitalisme nous enseigne que les illusions dans l'Etat bourgeois, dans ses tribunaux, sont un danger mortel (ce qui n'empêche pas d'utiliser tous les moyens légaux pour se défendre). En appelant à un nouveau procès pour Mumia, les organisations comme le PCF (et la LCR ou LO) sèment ces illusions et démobilisent ceux qui veulent manifester pour la libération de Mumia. Pour cette libération, la LCI cherche surtout des mobilisations de masse de la classe ouvrière car nous savons, comme on l'a déjà vu en 1995, que de telles mobilisations, à l'échelle internationale, peuvent faire reculer la main du bourreau.

Pour que les syndicats redeviennent non seulement des organisations de masse, mais des organisations lutte de classe, il faudra une lutte politique contre les bureaucraties syndicales sur un programme clairement révolutionnaire. Parce que les directions syndicales, ces lieutenants ouvriers des capitalistes qui s'appellent eux-mêmes « partenaires sociaux », se placent dans le cadre du capitalisme, elles cherchent à freiner les luttes et à les dévier sur le terrain parlementaire. On a pu le voir dans la grève PSA Aulnay dont j'ai déjà parlé, où les dirigeants de la CGT (dont beaucoup sont des militants de Lutte ouvrière) ont amené les ouvriers à ne faire pratiquement que des pressions sur le représentant du gouvernement dans le 9-3, le préfet, pour qu'il soit favorable aux grévistes, ou des pressions sur les maires.

Pratiquement toutes les organisations prétendant défendre les intérêts de la classe ouvrière se présentent aux postes exécutifs de l'Etat bourgeois, que ce soit président de la République ou maire, c'est-à-dire des postes qui exécutent les décisions prises par la bourgeoisie, avec les pouvoirs de police nécessaires à ces fonctions. Ces réformistes, en gérant le système capitaliste, gèrent la pénurie, pratiquent la discrimination dans l'éducation, le logement, etc. Et, comme on a pu le voir avec la mairie PCF d'Aubervilliers récemment, ils ont été amenés à expulser *manu militari* des sans-abris.

Au niveau international, Sarkozy impulse un changement de politique de l'impérialisme français en cherchant à changer les rapports entre l'impérialisme français et l'impérialisme américain. Les déclarations bellicistes de Kouchner

et Sarkozy sur l'Iran sont une conséquence de ce changement et laissent entrevoir que l'impérialisme de seconde zone qu'est l'impérialisme français pourrait apporter son appui militaire au cas où une attaque contre l'Iran serait lancée. Je rappelle que pendant la dernière campagne électorale, Royal s'était montrée encore plus agressive que Bush et Sarkozy par rapport à l'Iran. Nous réaffirmons notre position de défense de l'Iran contre une attaque impérialiste, et qu'un soutien militaire à l'Iran ne signifie aucunement accorder un soutien politique au régime réactionnaire des mollahs. Nous réaffirmons que l'Iran a besoin d'armes nucléaires et de missiles pour se défendre et dissuader contre la menace impérialiste.

La plus grande victoire de la classe ouvrière et la plus grande défaite des impérialistes a été la Révolution russe de 1917 dirigée par le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. L'échec de son extension internationale et les pressions de l'impérialisme ont permis à une caste privilégiée, bureaucratique et nationaliste, d'usurper le pouvoir de la classe ouvrière et de rejeter la lutte pour une révolution ouvrière internationale. Bien qu'elle fût devenue un Etat ouvrier dégénéré, l'Union soviétique restait un puissant contrepoids aux impérialistes. Elle avait prouvé la supériorité de la propriété collective et de l'économie socialiste planifiée qui permettaient de garantir les emplois, la santé et l'éducation à une population qui, aujourd'hui, vit dans la pauvreté et le besoin.

Nous étions pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre les impérialistes et contre la contre-révolution capitaliste interne. La destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique a rendu les mains libres aux impérialistes, décuplant l'oppression des peuples des anciennes colonies et de ceux qui ploient encore sous le joug colonial, accélérant l'appauvrissement des masses dans le monde entier et se lançant continuellement dans des guerres pour préserver et se repartager les marchés mondiaux. Aujourd'hui, nous continuons de défendre contre les impérialistes et la contre-révolution interne les Etats ouvriers déformés cubain, chinois, vietnamien et nord-coréen. En même temps nous appelons à des révolutions politiques prolétariennes pour évincer les bureaucraties staliniennes, pour instaurer la démocratie ouvrière et l'internationalisme révolutionnaire.

Aujourd'hui une importante campagne anticommuniste contre la Chine se développe en France, en particulier autour des prochains Jeux olympiques de Pékin avec y compris des appels au boycott. Lors du forum pour Mumia à la Fête de l'Humanité il y a 15 jours, nous avons ainsi dû supporter de telles interventions, entre autres celle de la sénatrice PCF Nicole Borvo. Le prétexte de cette campagne anticommuniste est bien sûr les « droits de l'homme », mais aussi « la lutte contre la peine de mort ». Nous sommes bien sûr contre la peine de mort par principe y compris celle pratiquée par la bureaucratie stalinienne. Mais pour nous, la lutte pour son abolition fait partie intégrante de la lutte pour la révolution politique et pour l'instauration du pouvoir politique des ouvriers. Dans la bouche des impérialistes et de leurs chantres, ce n'est qu'un prétexte pour essayer d'utiliser le mécontentement qui existe en Chine, un prétexte qui sert à masquer un programme de contre-révolution capitaliste en Chine qui liquiderait les acquis de la Révolution de 1949.

Pour finir, il ne pourra pas y avoir de révolution sociale dans ce pays sans une lutte unie de la classe ouvrière multiethnique, dirigée par un parti révolutionnaire multiethnique. C'est à la construction d'un tel parti que la section française de la LCI, la Ligue trotskyste de France, se consacre.

Henri Alleg

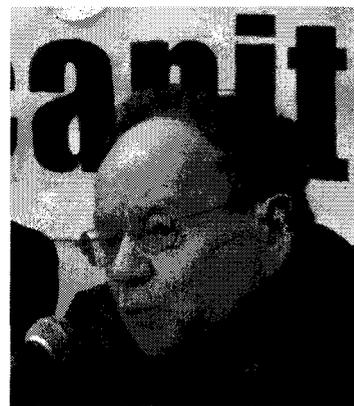
Chers amis, chers camarades,

Je suis très heureux d'avoir été invité à votre réunion, et j'en remercie les organisateurs. Si vous le permettez, je voudrais moi aussi dire que la bataille pour Mumia est une bataille qui dépasse de loin ce qui se passe seulement aux Etats-Unis. Nous savons depuis longtemps ce qu'est la « justice », la justice américaine, ce qu'est en fait la justice colonialiste ou la justice capitaliste dans tous les pays du monde. Et je crois qu'il était juste, comme l'a fait Madame Wolkenstein, de rappeler qu'il y a eu d'autres cas, d'autres batailles qui ont été inscrites dans l'histoire de la négation de la justice à l'égard des travailleurs, à l'égard de ceux qui luttent pour une autre société, et singulièrement à l'égard du peuple noir des Etats-Unis.

J'ajouterai aux noms qui ont été cités, et il y en a bien d'autres, ceux des Rosenberg qui avaient suscité une immense protestation à travers le monde. Il y a eu à Paris jusqu'à un million de manifestants, et naturellement on peut regretter que la situation d'aujourd'hui ne permette pas un tel rassemblement pour sauver Mumia. Et il est symbolique et significatif que justement un des enfants, un des fils des deux Rosenberg, fasse partie de ceux qui ont élevé leur voix, et qui continuent à le faire, pour sauver Mumia.

Si vous le permettez – et ceux qui connaissent un peu l'histoire de la guerre d'Algérie n'en seront pas étonnés – je voudrais dire devant vous ce que me rappelle cette bataille d'aujourd'hui pour sauver Mumia ; et en même temps, pour avoir une idée de ce qu'est la justice quand elle est exercée finalement au bénéfice et au nom des bourreaux.

Comme vous le savez aussi, il y a eu pendant cette guerre non seulement des massacres sans nom, des villages entiers détruits, des gens qu'on a exécutés par milliers sans aucun



Le Bolchévick

Henri Alleg



Comité de Défense sociale

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Le CDDS est le pendant en France du Partisan Defense Committee (PDC) américain, et la LTF la section sœur de la Spartacist League/U.S.

MBE 168, 108 rue Damrémont,
75018 Paris

tél. : 01 42 08 01 49 – e-mail : cdds-france@hotmail.fr

Site web du Partisan Defense Committee :
www.partisandefense.org

jugement ; mais parallèlement, comme pour donner le change, on parlait aussi de justice. Il y avait une « justice », là aussi je veux mettre des guillemets, qui fonctionnait.

Et cette justice, naturellement, n'en avait que le nom, mais elle était entièrement au service des colonialistes qui poursuivaient la guerre, au service de ceux pour qui les Algériens étaient une « race » à part, et à partir du moment où ils étaient algériens, ils étaient déjà coupables. Comme aux Etats-Unis aussi où un prévenu, même s'il ne s'agit pas de questions politiques, s'il est noir, est déjà coupable. Si en plus ce Noir est un homme qui se bat pour l'égalité, pour la fraternité, et contre le système raciste, il est encore plus coupable, et il mérite sans grande discussion une punition exemplaire. C'est ce à quoi on assiste aujourd'hui malgré toutes les preuves qui sont données de l'innocence de Mumia, et d'une certaine façon, c'était la même chose pas seulement en Algérie, mais dans tout ce qu'on appelait les colonies françaises. [...]

Je suis bien d'accord avec les mots d'ordre qui sont ici, que la justice du capitalisme ou du colonialisme *n'est pas* une justice, et je pense aussi qu'on peut – qu'on doit – les faire reculer, et qu'il y a des exemples où, quand la lutte est assez forte et la mobilisation assez grande, on arrive à faire reculer ceux qui prétendent être des justiciers. [...]

Donc je crois que les exemples ne manquent pas, et ne manqueraient pas non plus dans d'autres pays, pour réaffirmer que dans cette société, ce n'est pas la justice qui est recherchée par les magistrats, mais qu'ils sont au service de la puissance existante.

Aujourd'hui d'ailleurs, si vous m'accordez encore quelques minutes, il y a une chose qui me frappe peut-être plus encore, c'est la façon dont les autorités américaines parlent des questions qui les ont quand même bousculées, des tortures dans les prisons d'Irak, des tortures aussi à Guantanamo. Ce qui me frappe, c'est qu'à l'époque de la colonisation et de la guerre, les autorités françaises n'ont jamais voulu reconnaître qu'il y avait des interrogatoires de ce type. Jamais. La réponse des autorités, c'était : « Vous voyez bien que tout cela, c'est de la propagande, de la propagande des nationalistes et de la propagande des communistes, qui veulent absolument discréditer la France et son armée. » Et pendant 45 ans – c'est incroyable – on a *nié même* qu'il y ait

eu une guerre en Algérie. Il y a eu des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de morts, il y a eu 30 000 soldats de l'armée française (ils n'étaient pas tous français) qui sont morts, et les plus hautes autorités pouvaient soutenir officiellement qu'il n'y avait jamais eu de guerre, que c'était simplement un travail de police normal, mais que la guerre n'avait jamais eu lieu. Et c'est seulement en 1999 qu'enfin on a dû reconnaître qu'il y avait quand même eu une guerre, mais en même temps il y avait déjà eu des lois qui avaient complètement amnistié tout ce qui s'était passé. C'est-à-dire que tortionnaires, assassins et juges qui avaient trahi leur mission n'avaient plus rien à voir devant la justice. Voilà ce qui s'est passé.

Or aujourd'hui je dirais que, d'une certaine façon, c'est pire. C'est pire en Irak, c'est pire même en Israël, c'est pire dans d'autres pays, puisqu'on ne nie plus qu'il y ait eu des tortures, mais on adopte des lois qui considèrent que c'est normal ! Par conséquent, on peut dire qu'il y a là – ceux qui viendront après nous penseront ça – un *recul* de civilisation. Depuis des siècles, on s'est battu contre la torture, et on s'est battu contre les agressions physiques sur la personne des inculpés, et jusqu'à maintenant les dirigeants étaient obligés de dire : « C'est pas vrai, on ne le fait pas. » Maintenant ils disent : « Oui c'est vrai, mais on a le droit de le faire, parce que la justice nous le permet et qu'on ne peut pas faire autrement. »

Si vous le permettez, je voudrais simplement dénoncer la bataille contre l'esprit, le racisme, l'apartheid colonial ; ces guerres qui sont menées en Orient, et qui ne sont pas terminées, puisqu'on parle de plus en plus de la « nécessité » de se prémunir contre des attaques qui pourraient venir d'Irak – par conséquent, de se préparer, par des frappes préliminaires, à éviter ce danger de l'Irak partant à l'assaut de la puissance américaine. Ce sont les mêmes mensonges qui ont permis le déclenchement de la guerre en Irak, qui continue en Afghanistan et demain qui risque de se produire en Iran.

Et naturellement, les raisons profondes de ces guerres que l'on prépare ne sont pas autre chose que des intérêts économiques et stratégiques. On sait bien que si l'Irak n'avait que des glaces et non du pétrole, il n'y aurait pas de guerre.

Par conséquent, je crois que plus que jamais il faut que de partout s'élèvent des voix qui font la jonction entre ce qui se passe dans le cas particulier de Mumia, qui est condamné malgré son innocence absolue, qui est condamné parce qu'il est noir, parce qu'il est révolutionnaire, parce qu'il se bat, parce qu'il a du talent pour expliquer ce qui se passe.

Je voudrais terminer en disant deux choses. Nous avons, je crois, raison de nous battre et de voir clair, pourquoi cette fausse justice. Mais en même temps, il faut se dire que malgré les échecs, malgré les défaites, le monde va quand même de l'avant. Qu'il y a à l'échelle du globe des centaines de millions d'hommes qui aujourd'hui ne se laissent pas tromper, et qui savent de quoi il retourne.

Certains, aujourd'hui, pourraient être tentés de dire, mais à quoi cela sert-il ? Si l'on voit plus clair qu'à l'époque de Sacco et Vanzetti, cela n'empêche pas que les Sacco et Vanzetti d'aujourd'hui, les Mumia Abu-Jamal, il y en a. Oui, mais je crois que c'est Jamal lui-même qui nous répond. Je lisais une interview de lui il y a deux ou trois jours : « Je suis optimiste », dit-il. Depuis 25 ans, il est dans des conditions *affreuses*, en prison dans le couloir de la mort, et cet homme a le cran de dire : « Je suis optimiste. » Quand il pense

Brochure du CDDS

Cette brochure arme ceux qui luttent pour libérer Mumia, montrant la base politique de la vendetta contre Mumia. Elle contient les preuves explosives qui démolissent complètement la machination depuis plus de vingt ans contre cet éloquent combattant pour la libération des Noirs.

1 € (56 pages)

Chèque à l'ordre de la SEDI

Ecrire à : SEDI,
BP 135-10,

75463 Paris Cedex 10



qu'il est optimiste, ce n'est pas parce qu'il a confiance dans les juges – parce qu'il est payé pour savoir qu'on ne peut pas avoir confiance – mais il a confiance dans l'action des masses populaires, dans ces millions de gens qui ont manifesté leur sympathie à son égard, et qui demandent qu'on le rende à la liberté.

Je crois que cette volonté s'est manifestée de diverses façons. Y compris d'ailleurs à Paris. On en pense ce qu'on veut, mais à Paris il a été déclaré citoyen d'honneur de la ville de Paris, et il y a eu des protestations de la part des autorités américaines contre ça. Par conséquent, même si ça ne change rien profondément, au moins cela ne leur fait pas plaisir.

Je voulais simplement vous dire cela, vous dire encore que c'est notre devoir à tous de parler de tout cela autour de nous, et de participer, quelle que soit fondamentalement notre philosophie, et même s'il y a des choses ici avec lesquelles personnellement je ne suis pas d'accord. Mais la chose avec laquelle je suis d'accord, c'est de me battre avec vous, avec tous, pour que justice soit rendue à Mumia !

Bruce André, Spartacist League/U.S.

La compréhension marxiste que l'Etat bourgeois est un instrument de répression de la classe dirigeante pour assurer son pouvoir sépare les révolutionnaires des dirigeants réformistes de la classe ouvrière. C'est une ligne de partage qui remonte loin dans l'histoire. En ce qui concerne le Parti communiste français, cela remonte au milieu des années 1930 où il a adopté la ligne du front populaire : unité politique des dirigeants ouvriers avec les représentants de la bourgeoisie pour gérer l'Etat bourgeois, soi-disant dans les intérêts des ouvriers. Il y a un article dans le dernier *Bolchévik* sur cette question et sur la question de la grève générale de 1936. Il cite justement le livre sur la guerre d'Algérie publié sous la direction d'Henri Alleg qui explique que la politique de répression dans les colonies menée à cette époque restait fidèle à la tradition impériale française. On pourrait aussi dire

que c'est inscrit dans la logique de la collaboration de classes. De cette époque, jusqu'à ce que la guerre d'Algérie soit bien engagée, le PCF était pour « l'Union française démocratique », c'est-à-dire une réforme du colonialisme.

Comme le camarade Alleg l'a fait remarquer, pendant la guerre d'Algérie, nombre de militants du PCF, surtout en Algérie, ont mené une résistance courageuse au colonialisme français pour laquelle bon nombre sont morts, ou, comme Alleg lui-même, ont été torturés. Mais si le PCF avançait de temps à autre le mot d'ordre d'indépendance, sa vraie politique était de faire pression pour arriver à une « solution négociée », c'est-à-dire un arrangement néocolonial qui préserverait les intérêts fondamentaux de l'impérialisme français. Cela a commencé avec le vote pour les pouvoirs spéciaux et l'alliance de front populaire avec Guy Mollet, qui intensifiait la guerre en Algérie et qui faisait de la torture un phénomène de masse. S'il y a un exemple historique qui prouve qu'on ne peut pas saisir les rouages de l'Etat bourgeois pour les faire travailler dans les intérêts de la classe ouvrière, c'est celui-ci.

Nous avons appris beaucoup des écrits d'Alleg – et nous en sommes reconnaissants – même si, et c'est normal, ils servent à défendre le fond de la politique du PCF. Son ouvrage en trois volumes est, je pense, pratiquement la seule histoire générale de la guerre d'Algérie à parler, par exemple, des grèves ouvrières menées en Algérie aussi bien qu'en métropole.

Cette histoire est précieuse pour nous parce qu'elle montre – c'est évidemment un point de désaccord avec Alleg – que la lutte révolutionnaire, centrée sur la lutte des classes des deux côtés de la Méditerranée, était à l'époque à l'ordre du jour.

Ce qui manquait à l'époque – comme aujourd'hui – c'était une direction révolutionnaire du prolétariat. Si une telle direction avait existé, l'histoire de l'Algérie et de la France – en fait du monde entier – serait très différente. Notre combat est la lutte pour forger une telle direction. ■

Préparez-vous dès maintenant à une manifestation d'urgence !

Mumia Abu-Jamal est innocent ! LIBERATION IMMEDIATE DE MUMIA ! Abolition de la peine de mort raciste !

Le 17 mai la Cour d'appel fédérale (troisième circuit) a entendu en appel les plaidoiries dans le cas de Mumia et une décision pourrait tomber à n'importe quel moment.

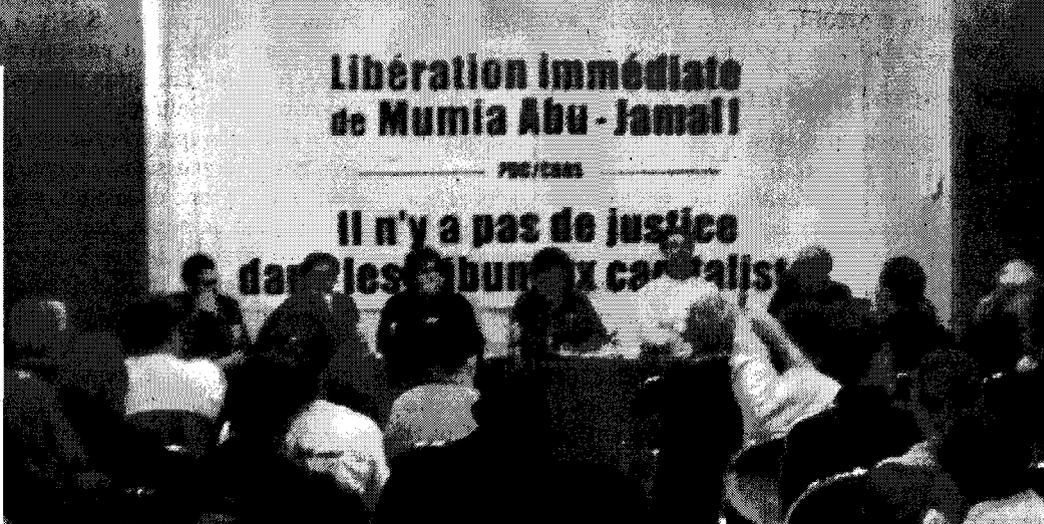
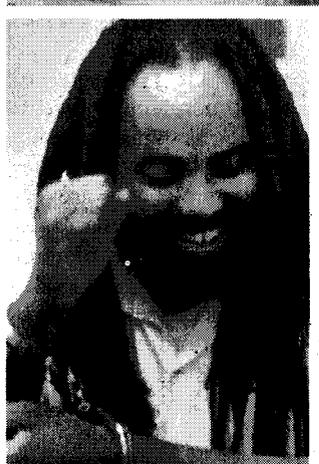


Si la cour décide de maintenir la peine de mort ou rejette les appels de Mumia pour un nouveau procès ou une nouvelle audience, le CDSS et la Ligue trotskyste appellent à une manifestation !

**Face au consulat américain
Paris, place de la Concorde,
le samedi qui suit la décision*
14 heures**

* Le samedi de la semaine
suivante si la décision tombe
un vendredi

Meeting du CDDS à Paris le 29 septembre : **Libération immédiate de Mumia Abu-Jamal !**



Environ 70 personnes ont assisté au meeting appelé le 29 septembre dernier à Paris par le Comité de défense sociale (CDDS) pour exiger la libération de Mumia Abu-Jamal, le plus célèbre prisonnier de classe d'Amérique. Ancien membre des Black Panthers, journaliste et partisan de l'organisation MOVE, Mumia a passé plus d'un quart de siècle dans le couloir de la mort, après avoir été condamné, suite à une machination, pour le meurtre, en décembre 1981, de Daniel Faulkner, un agent de police de Philadelphie – crime dont il est innocent. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, associée à la Ligue trotskyste de France (LTF), section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) [LCI]. Ce meeting s'inscrivait dans une campagne internationale pour relancer des actions de protestation de masse en défense de Mumia, centrées sur le mouvement ouvrier, contre ce qui pourrait bien être l'étape finale des procédures judiciaires qu'il pourra engager.

Le principal orateur de ce meeting était Rachel Wolkenstein, du Partisan Defense Committee (PDC), qui a appartenu à l'équipe des avocats de Mumia de 1995 à 1999. Elle a

conduit les enquêtes qui ont permis de découvrir de multiples preuves de l'innocence de Mumia, dont la déclaration sous serment d'Arnold Beverly qui affirme que c'est lui qui a abattu Faulkner. Xavier Brunoy est intervenu au nom de la LTF. Est également intervenu Henri Alleg, membre connu et respecté du Parti communiste français (PCF) qui, dans son livre *la Question*, publié en 1958, dénonçait l'emprisonnement et les tortures qu'il avait lui-même subies entre les mains des sbires de l'impérialisme français pendant la guerre d'Algérie. Ont également pris la parole Daniel Carreno, secrétaire-adjoint du syndicat du tri postal SUD-TMT et Jimmy Duclos, membre de SUD-Rail Paris Rive Gauche.

Le cas de Mumia est à un tournant crucial. Le 17 mai, la Cour d'appel fédérale des Etats-Unis (troisième circuit) a entendu les plaidoiries de la défense et de l'accusation ; sa décision peut tomber à tout moment. Lors du meeting – appelé sur les mots d'ordre « Mumia est innocent ! Libération immédiate de Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! » – les différents intervenants ont insisté sur l'urgence de se mobiliser maintenant pour arracher la libéra-

Suite page 25

Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes !